

Document

Articles de presse de décembre 2011

Table des matières

France

Economie

- Les grands patrons français ont gagné 190 fois le Smic en 2009. (17.12)
- Désindustrialisation : près de 900 usines françaises ont été fermées en trois ans. (28.12)

International

Economie

- Le rapport confidentiel de Van Rompuy aux Vingt-Sept. (09.12)
- Les leaders européens pas chauds pour la «Merkozy». (09.12)
- La zone euro se refonde avec un nouveau traité. (10.12)
- Henri Sterdyniak : «L'accord européen est complètement catastrophique». (11.12)
- Le testament d'Auguste (1). (12.12)
- Les dissonances européennes inquiètent les marchés. (15.12)
- Le testament d'Auguste 2/2. (19.12)
- Les agences de notation et le Nouvel ordre mondial. (19.12)
- A qui appartiennent les 200 000 milliards de dollars de la richesse mondiale ? (20.12)
- La BCE lâche (subrepticement) 5 000 milliards d'euros pour sauver l'euro. (21.12)
- L'Inde sera-t-elle le maillon faible des pays émergents ? (22.12)
- Pourquoi les banques ont emprunté 489 milliards à la BCE. (22.12)
- L'internationalisation du yuan à marche forcée. (27.12)
- Quand les milliards de la BCE reviennent directement... à la BCE. (29.12)

Un article du figaro.fr du 8 décembre

Le rapport confidentiel de Van Rompuy aux Vingt-Sept. (09.12)

Le président de l'Union européenne prie les dirigeants européens de «répondre vigoureusement par une action immédiate» aux tensions qui fragilisent l'euro.

Pour l'homme chargé de forger le consensus au sommet de Bruxelles, il suffirait d'une réécriture rapide et limitée des traités européens afin de lancer le chantier voulu par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Des règles plus strictes sur les déficits budgétaires et les dettes nationales, ainsi que l'obligation constitutionnelle d'une règle d'or pourraient être édictées par simple modification du protocole n°12, un texte annexe au traité de Lisbonne, explique Herman Van Rompuy dans un rapport confidentiel adressé mardi à tous les dirigeants européens.

Ces changements *«peuvent être introduits par décision unanime du Conseil (ou siègent les États), sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la BCE, précise le texte obtenu par Le Figaro. La décision n'exige pas de ratification au niveau national. Elle peut donc conduire à des changements rapides et significatifs.»*

Après avoir beaucoup consulté, le président Van Rompuy prie aussi les vingt-sept capitales de *«répondre vigoureusement par une action immédiate»* aux tensions qui fragilisent l'euro. Il insiste sur la nécessité de mettre en œuvre les décisions déjà prises, à commencer par le renforcement du fonds de sauvetage FESF et par la mise à niveau des ressources du FMI.

L'intégralité de ce texte figure en anglais dans la rubrique *politique*

Un article de liberation.fr du 8 décembre

Les leaders européens pas chauds pour la «Merkozy». (09.12)

La plupart des présidents et chefs d'Etat qui se sont exprimés jeudi à Marseille, au congrès du Parti Populaire Européen, ont manifesté de la défiance à l'égard du projet de révision des traités porté par le couple franco-allemand.

Comme dans un round d'observation, le congrès du Parti Populaire Européen (PPE) à Marseille a été l'occasion, pour les principaux leaders européens, de montrer dans quel état d'esprit ils étaient à quelques heures de l'ouverture d'un sommet que tout le monde s'accorde à considérer comme crucial. Or à la tonalité des différentes prises de parole, rien n'est à exclure. Et surtout pas le pire. L'Europe se présente très très divisée sur l'opportunité du projet de Merkel et Sarkozy de révisions des traités européens pour sauver la zone euro.

En tout début d'après midi, c'est Nicolas Sarkozy qui a ouvert le bal des allocutions. Il a choisi la dramatisation à outrance (voir vidéo), déclarant d'entrée de jeu : *«s'il y a un moment où on doit se parler franchement, c'est aujourd'hui. Jamais l'Europe n'a été autant nécessaire, et jamais elle n'a été autant en danger»*. Et de poser les conditions de l'ultimatum: *«chacun peut comprendre que si vendredi il n'y a pas d'accord, alors il n'y aura pas de seconde chance»*. Sarkozy a tenu à prendre les devants des critiques contre la «Merkozy»: *«sans accord de la France et de l'Allemagne, il n'y a pas d'accord possible chez nous (en Europe, ndlr)»*. Et à répondre à tous ceux qui pensent (et ils sont nombreux) que modifier les traités dans cette période de crise est un jeu politique beaucoup trop dangereux: *«si on dit qu'il faut repenser l'Europe, alors il faut changer les traités»* a déclaré en substance Sarkozy. Et si cela ne se fait pas dans l'Europe des 27, le chef d'Etat français a fait comprendre que cela se fera dans la zone euro. A prendre ou à laisser.

Craintes d'une Europe à deux vitesses

Dix minutes plus, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, adresse le premier avertissement à Sarkozy : pourquoi pas une modification des traités, dit-il, mais uniquement si *«les Etats membres peuvent garantir qu'ils approuveront de telles modifications»*. Autant dire mission impossible, car cela supposerait d'anticiper le vote des Parlements nationaux. Puis ce fut au tour de Donald Tusk, le premier ministre polonais de prendre la parole. *«L'Europe c'est 27 Etats membres et pas 17 et plus»*, a-t-il lâché. En clair, pas question d'envisager une Europe à plusieurs vitesses, entre une zone euro plus intégrée et une périphérie. C'est-à-dire exactement le projet de Sarkozy. Puis ce fut autour du Président roumain d'en remettre une couche sur le même thème: *«La vie quotidienne des citoyens de Roumanie est considérablement affectée par ce qui se passe à l'intérieur de la zone euro»*. Et de conclure que son pays ne peut pas *«accepter une Union européenne avec deux catégories d'Etat»*. Jeudi après-midi, la seule petite note de consensus est venue d'Angela Merkel qui a tenté de corriger la charge va-t-en-guerre de Sarkozy en distribuant (en parole du moins) des gages à tout le monde. Et appelant surtout à *«avancer à 27»*. Pas sûr que cela suffise..

Un article de Reuters du 9 décembre

La zone euro se refonde avec un nouveau traité. (10.12)

Les pays de la zone euro ont entamé vendredi au petit matin une vaste refondation qui, après signature d'un nouveau traité auquel seule la Grande-Bretagne a décidé de ne pas s'associer, doit les porter rapidement vers une plus grande intégration économique et budgétaire.

Au terme de leur seizième sommet depuis le début de la crise de la dette fin 2009 et après plus de 10 heures d'intenses tractations, ils se sont entendus sur ce nouveau "pacte", qui repose notamment sur un contrôle plus strict des budgets nationaux, ainsi que sur une réforme limitée du futur mécanisme européen de stabilité, qui sera désormais épaulé par la BCE.

"C'est un sommet qui fera date", a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse qui a débuté peu après 5h00.

"Nous aurions préféré une réforme des traités à 27, cela n'a pas été possible compte tenu de la position de nos amis britanniques (...) Ce sera donc un traité intergouvernemental à 17, ouvert à ceux qui voudront le rejoindre", a-t-il ajouté.

La Grande-Bretagne a d'ores et déjà annoncé ne pas vouloir signer ce traité. Après quelques hésitations initiales, les neuf autres Etats membres de l'UE n'utilisant pas l'euro ont quant à eux décidé de s'y associer, même si certains d'entre eux doivent encore consulter leurs parlements.

Le Premier ministre britannique David Cameron a dit vendredi que Londres avait un intérêt objectif à rester dans l'UE, appartenance qui serait défendue tant que cet intérêt demeurerait.

Selon les conclusions du sommet, les institutions actuelles de l'Union européenne pourront être utilisées dans ce nouveau traité, qui sera rédigé d'ici mars mais ne devra pas obligatoirement faire l'objet d'un référendum dans les pays qui le signeront et sera intégré le plus rapidement possible au cadre communautaire.

Les modalités juridiques précises doivent désormais être discutées mais, sur le fond, ce nouveau traité s'inspirera très largement de la lettre franco-allemande transmise cette semaine à Herman Van Rompuy, ainsi que des propositions de ce dernier.

Les pays dont les déficits seront supérieurs à 3% de leur PIB seront visés par des sanctions automatiques qui ne pourront être bloquées que par une majorité qualifiée de pays.

Par ailleurs une "règle d'or" budgétaire permettant de maintenir ces déficits sous le seuil de 0,5% du PIB sur la durée du cycle économique devra être intégrée aux législations nationales, sous le contrôle de la Cour de justice européenne.

La chancelière Angela Merkel s'est elle aussi félicitée de l'issue du sommet.

"Je pense qu'après de longues négociations il s'agit d'un résultat très très important parce que nous avons appris des erreurs du passé et parce qu'à l'avenir nous aurons des décisions qui nous engageront, plus d'influence de la Commission européenne, plus de communauté et avec cela plus de cohérence", a-t-elle dit avant de quitter le bâtiment du Conseil européen. Elle a par ailleurs confirmé que la date d'entrée en fonction du futur mécanisme européen de stabilité (MES) serait avancée à juillet 2012.

Sur proposition du président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, les membres de la zone euro ont décidé que la BCE deviendrait l'opérateur de ce mécanisme.

"La Banque centrale européenne gèrera le FESF et le MES. Il y a eu une proposition de M. Draghi proposant de mettre les compétences de la banque centrale au service du fonds européen. Nous avons considéré que c'était une très bonne idée (...) C'est un élément de plus qui renforcera la confiance dans ce fonds", a dit Nicolas Sarkozy.

Autre nouveauté, le mode de décision du MES inclura une procédure d'urgence selon laquelle la règle de l'unanimité sera substituée par une majorité surqualifiée de 85%.

En revanche, le MES ne sera pas doté d'une licence bancaire comme le demandaient une majorité de pays et sa capacité de prêt cumulée avec l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF) restera de 500 milliards d'euros. Ce plafond pourra toutefois être revu en juillet 2012.

De manière complémentaire, l'ensemble des Etats membres de l'UE se sont entendus pour étudier dans les dix jours la possibilité de prêter 200 milliards d'euros au Fonds monétaire international pour en renforcer les ressources.

Selon Angela Merkel, la zone euro pourrait apporter à elle seule 150 de ces 200 milliards.

L'ensemble de ces résultats ont été jugés encourageants par Mario Draghi qui, avant le sommet, avait douché les espoirs des marchés d'une intervention rapide de l'institut de Francfort en soutien aux pays en difficulté.

"Cela va être la base d'un bon pacte budgétaire et de plus de discipline en matière de politique économique parmi les membres de la zone euro", a-t-il déclaré après la réunion, même s'il a dit vouloir maintenant voir rapidement des détails.

Une réunion des ministres des Finances de la zone euro et des neuf autres pays signataires du traité pourrait être organisée à Bruxelles dès la semaine prochaine, avant un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de ces 26 pays sans doute courant janvier.

Des sources au sein de la BCE ont par ailleurs confirmé vendredi que l'accord obtenu à Bruxelles était conforme aux attentes du conseil des gouverneurs de la BCE qui, à la lumière de ces résultats, ne prévoyait pas de prendre d'autres mesures en soutien aux pays en difficulté.

Un article de publicsenat.fr du 9 décembre

Henri Sterdyniak : «L'accord européen est complètement catastrophique». (11.12)

Les européens sont parvenus à un accord pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro mais sans l'ensemble des pays de l'Union pour cause de clash avec la Grande-Bretagne. Mais selon Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, « *les pays se lient les mains en matière budgétaire* ». Entretien.

L'accord européen est-il un tournant dans la construction européenne en ouvrant une Europe à deux vitesses ?

L'Europe est pleine de tourments. Le fait qu'elle soit à plusieurs vitesses n'est pas vraiment nouveau. Le problème existe depuis la création de la zone euro. Il y a ceux qui y sont et les autres. On était déjà plus ou moins dans l'Europe à 2 ou 3 vitesses. Là apparaît plus clairement le fait que quelques pays refusent de céder au fédéralisme que proposent la France et l'Allemagne. De même on voit que la Grande-Bretagne refuse de laisser l'Europe réguler son système financier. Ce n'est pas une nouveauté. L'Irlande a toujours refusé l'harmonisation fiscale.

L'accord fait la part belle à une rigueur budgétaire accrue. Est-ce suffisant pour enrayer la crise ?

Il faut bien voir que l'accord est complètement catastrophique sur le plan économique. Les pays se lient les mains en matière budgétaire. Les pays de la zone euro n'auront plus aucune liberté en matière de politique économique. C'est très préoccupant. Comment réagiront-ils demain s'il y a de nouveau une crise ? Ce n'est pas prévu. Les pays soumettent entièrement la politique budgétaire à la commission. Est-ce la peine d'aller voter l'année prochaine ? Il est stupéfiant qu'on réforme la politique budgétaire alors que la crise ne provient pas d'excès de déficit public, mais initialement, en 2007-2008, de l'avidité aveugle des marchés financiers. Depuis 2 ans, la crise de la zone vient d'erreurs du Traité de Maastricht qui ne prévoit pas que la BCE finance automatiquement les Etats. La spéculation a pu se déchaîner. Or l'accord ne garantit pas nettement les dettes publiques. On a l'impression que c'est un prétexte pour l'Allemagne et la commission d'imposer leur vue. (l'erreur monsieur, c'est d'être incapable de concevoir que le Traité de Maastricht a été conçu tel quel pour justement permettre d'engraisser les banquiers, tandis que la dette des Etats exploserait. - note du site)

Donc cet accord ne va rien régler selon vous ?

Cet accord va mettre un certain temps à entrer en vigueur. Il ne répond pas aux défaillances qu'on constate depuis 4 ans. Peut-être que derrière cet accord, il existe un accord secret qui serait qu'en échange la BCE accepterait de garantir complètement les dettes publiques. Mais ce n'est pas annoncé. On voit mal comment les marchés pourraient être rassurés. Les pays vont simultanément mettre en œuvre une politique d'austérité. La chute de croissance qui en découlera n'est pas de nature à rassurer les marchés. Par ailleurs, l'accord ne prévoit aucune mesure pour relancer la croissance, favoriser le tournant écologique, la réindustrialisation des pays du Sud.

Vous dénoncez une perte de souveraineté ?

Oui, il y a un problème de perte de souveraineté. On nous avait vendu la zone euro en disant qu'avec la zone monétaire les pays n'auraient plus à se préoccuper de leur solde extérieur, que ça allait stabiliser leur économie. C'est tout à fait l'inverse, avec une paralysie complète des gouvernements. La crise a montré qu'on a besoin de politique budgétaire or on paraît l'oublier. C'est un paradoxe.

La perte du triple A serait-elle aussi désastreuse qu'annoncé ?

Qu'est ce qui est le plus tragique ? La perte du triple A ou la perte de toute autonomie budgétaire ? Pour éviter la menace des marchés on prend la mesure qui est peut-être pire que la perte du triple A. On risque d'avoir les deux. Les marchés ne feront pas confiance à la zone qui est en récession durable. On aura la défaite et le déshonneur, comme il avait été dit après les accords de Munich lors du retour de Daladier.

Pourquoi les responsables politiques ne vont-ils pas plus loin dans la régulation des marchés ?

C'est d'une part la peur de s'opposer complètement aux marchés anglo-saxons, la difficulté de réguler ce marché. Le fait que l'Allemagne, qui en principe est pour la régulation, compte sur les marchés pour imposer une discipline aux pays du Sud. Et c'est le manque de courage des classes dirigeantes en Europe qui refusent de voir que la globalisation financière ne marche pas. Il faut un tournant dans le système financier et bancaire, sinon on aura en permanence ce genre de crise de confiance : perte de confiance des banques, risque de restriction de crédit. Il y a un manque de volonté des classes dirigeantes et des hommes politiques qui refusent de tirer les leçons de la crise qui impose de changer l'Europe et la finance.

Un article du monde.fr du 11 décembre

Le coût social des réformes outre-Rhin. (12.12)

Alors que tant de ministres rêvent de passer à la postérité grâce à une loi qui porterait leur nom, Peter Hartz, qui n'a jamais été ministre, a l'insigne honneur de voir quatre lois porter le sien. Et cela l'horripile.

L'ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen, membre du Parti social-démocrate (SPD), a été l'un des principaux inspirateurs des lois de l'"*Agenda 2010*" mis en place en 2003 par Gerhard Schröder. Par voie de conséquence, quatre lois réformant le marché du travail portent son nom.

Fils de ferronnier, pur produit de la promotion sociale allemande des années 1970 et 1980, Peter Hartz incarne à son corps défendant les réformes les plus libérales du SPD. Il incarne aussi l'abus d'un système : il a été condamné par la justice en 2007 pour divers délits commis dans le cadre de ses fonctions chez Volkswagen, notamment des faveurs sonnantes et rébuchantes accordées au dirigeant syndical de VW.

La première loi Hartz oblige les chômeurs à accepter un emploi moins rémunéré que leur allocation de chômage. S'ils sont célibataires et sans enfant, l'emploi peut leur être proposé partout en Allemagne.

La deuxième favorise les "*mini-jobs*" avec l'exonération des charges salariales pour les emplois payés moins de 400 euros mensuels. Une mesure qui touche plusieurs millions de personnes.

La troisième loi rend plus difficile l'accès à l'allocation de chômage (il faut avoir travaillé un an au cours des deux dernières années) et la durée de cette allocation est réduite à un an.

La quatrième a prévu de fusionner les indemnités sociales et les indemnités de chômage de longue durée, l'équivalent allemand des RMistes que sont les "*Hartz IV*".

Outre les lois Hartz, l'"*Agenda 2010*" comportait trois grandes mesures. Sur les retraites, les cotisations ont été augmentées ; l'âge minimal de liquidation des droits pour les chômeurs a été progressivement relevé ; l'âge de la retraite a été reculé à 65 ans puis, en 2007, il a été encore repoussé, à 67 ans progressivement à partir de 2012.

L'avantage fiscal dont bénéficiaient les retraités est peu à peu supprimé, des plans de retraite par capitalisation aidés par l'Etat pour les plus modestes sont mis en place.

Dans le domaine de la santé, un forfait trimestriel de 10 euros lors des consultations médicales est à la charge de patients, les remboursements sont recentrés sur les pathologies lourdes, les soins dentaires sont sortis des domaines pris en charge. Les retraités sont mis à contribution pour l'assurance-maladie.

Enfin, sur la TVA, le seuil a été relevé à 19 % (au lieu de 16 %) avec, en compensation, une baisse des cotisations de chômage pour les employeurs comme pour les salariés. Mais cette baisse a été en partie effacée par une augmentation des cotisations de retraite et des cotisations de santé des employeurs.

Commentaire

D'un côté, précarité généralisée pour les couches les plus faibles, jeunes, chômeurs et retraités, sans trop toucher aux avantages de l'aristocratie ouvrière liée aux syndicats corrompus histoire de garantir la paix sociale, de l'autre, cadeaux en tous genres aux patrons. La misère sociale orchestrée sur fond de collaboration de classes grâce à des syndicats et des partis dits ouvriers pourris jusqu'à l'os depuis des lustres.

Quand il était possible de combattre pour construire d'autres syndicats, on nous a expliqué que ce serait une folie avec force arguments à la clé, et maintenant les mêmes vont nous dire que ce serait trop tard, que ce n'est pas à l'ordre du jour, que ce serait impossible... Bref, vous aurez compris que ce soit possible ou impossible n'est pas la question, puisqu'ils ont décrété une fois pour toute que quoi qu'il arrive, cela ne devrait pas se produire. C'est valable pour tous les pays en Europe notamment.

Le résultat ? Voyez la Grèce et ce qu'on peut réaliser avec des syndicats corrompus, alors que les travailleurs sont confrontés à la pire régression sociale depuis 70 ans et seraient prêts à se soulever pour renverser le capitalisme pour peu que les syndicats orienteraient leur combat dans cette direction.

En Grèce aussi les syndicats sont contrôlés par le PASOK (social-libéral) et le KKE (stalinien), comme dans tous les pays, chaque syndicat est sous la tutelle d'un parti inféodé au capital, syndicats déclarés indépendants des partis, c'est le POI qui ose l'affirmer en France, sans rire car c'est dramatique camarades, par contre vous avez le droit de juger criminelle ce soutien larvé aux appareils, donc à l'ordre établi pour lesquels ces appareils réalisent minutieusement un boulot sur mesure.

Nos dirigeants ont estimé au lendemain de la seconde guerre mondiale, que pour ne pas se couper de la classe ouvrière ils ne devaient pas se couper des appareils, qui tels des idiots utiles oeuvreraient sans cesse jusqu'à nos à leur renforcement, et lorsque le moment tant attendu fut venu de mettre à l'épreuve ces appareils, on s'aperçut qu'il était quasiment impossible de les faire marcher dans la bonne direction ou de les submerger, exactement comme 70 ans plus tôt, autrement dit, 70 ans de lutte de classe gâchés, perdus, à inscrire littéralement au bilan des pertes et profits, les pertes pour les travailleurs et le mouvement ouvrier, les profits pour les appareils liés au capitalisme et au régime en place.

S'il est exagéré de les caractériser par leur incurie politique devenue légendaire, dites-moi comment faut-il caractériser leur bilan catastrophique. On peut toujours nier qu'ils auraient une grande part de responsabilité dans la situation actuelle, on peut tout nier en bloc, pourquoi pas, sauf que rien ni personne ne pourra effacer ce simple constat et empêcher les militants de chercher à comprendre comment on a pu en arriver là.

Un article de mondialisation.ca du 9 décembre

Le testament d'Auguste (1). (12.12)

2001-2011: La décennie qui a signé la fin de cinq siècles d'hégémonie absolue occidentale sur le reste de la planète.

« *Il ne faut pas franchir l'Euphrate. Au delà de l'Euphrate, c'est le domaine des aventuriers et des bandits.* »
Testament d'Auguste (1)

Que n'a-t-on révisé nos classiques? Décideurs, intellectuels médiatiques évolutifs, tous ces transfuges qui ont franchi l'Euphrate par leur bellicisme effréné, reniant leur conviction de jeunesse par vanité sociale, cupidité matérielle ou assujettissement communautariste.

La prophétie d'Auguste semble se réaliser. L'Afghanistan et l'Irak, les deux points noirs du XXI^e me siècle naissant auront été le cauchemar de l'Occident. L'Afghanistan, le Vietnam de l'Empire soviétique, est devenu à son tour le nouveau Vietnam américain, solidement quadrillé par des puissances nucléaires, la Chine, l'Inde et le Pakistan, désormais interlocuteurs majeurs de la scène internationale, alors que l'Irak, victime collatérale d'un jeu de billard pipé par George Bush Jr, relayait l'Afghanistan dans sa fonction de point de fixation des abcès du Moyen orient, le dérivatif au conflit palestinien.

1- Une stratégie cathartique

Que n'a-t-on révisé nos classiques? Particulièrement Rudyard Kipling (2), son «*Fardeau de l'Homme blanc*», lointaine préfiguration de la mission civilisatrice de l'Occident, et son «*Grand jeu*» afghan, lointain précurseur du «*Grand Moyen Orient*». A deux siècles de distance, en dépit des avatars, sous des vocables variés, la même permanence, un même objectif, pour une même fixation, qui mutera vers un abcès de fixation.

La stratégie cathartique initiée entre les anciens partenaires essentiels de l'époque de la guerre froide soviéto-américaine, -les islamistes de la mouvance saoudienne antisoviétique et leur parrain américain- a surtout démontré la corrosivité de l'instrumentalisation abusive de la religion comme arme du combat politique et mis à nu la cécité politique américaine. Elle a révélé la vulnérabilité de l'espace national des Etats-Unis, en même temps que l'impéritie des dirigeants arabes, la vacuité intellectuelle de leurs élites et l'inanité d'un ravalement de façade d'édifices lézardés du système politique arabe tel qu'il a fonctionné depuis l'indépendance des pays arabes au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945). Première illustration à l'échelle planétaire des guerres asymétriques de l'ère postcommunisme (3), visant la déstructuration de l'adversaire à défaut de sa destruction, le «*Mardi Noir*» américain- l'implosion de bombes humaines volantes contre les symboles économiques et militaires de la puissance américaine, le Pentagone à Washington et les tours jumelles du World Trade Center de New York- a constitué la première irruption brutale en temps de paix sur le territoire d'un état occidental de crimes de masses indifférents à la qualité sociopolitique des victimes. S'il a modifié radicalement les formes du combat politico-militaire, il a tout autant constitué un acte de rupture avec l'ordre arabe ancien.

2- L'Irak huit ans après, l'hécatombe des «*faiseurs de guerre*».

Huit ans après, alors que la nouvelle administration démocrate de Barack Obama annonçait la fin des missions de combat de l'armée américaine en Irak, le 21 août 2010, trente cinq des principaux protagonistes occidentaux de l'intervention anglo-américaine étaient déjà passés à la trappe de l'histoire depuis la chute de Bagdad, le 8 avril 2003. L'hécatombe des «*faiseurs de guerre*» comporte les cinq proconsuls américains en Irak (Général Jay Garner, Paul Bremer, John Negroponte, Zalmay Khalil Zadeh, Ray Crocker) et les trois commandants en chef, (Tommy Franks, Ricardo Sanchez et John Abizaid), record mondial absolu de rotation, sans compter les dommages collatéraux.

A chaque mois, sa victime expiatoire, avec une régularité de métronome.

Le premier dans l'ordre des disparus a été le général Jay Garner, premier gouverneur militaire américain de l'Irak, relevé de son poste en mai 2003 pour avoir manqué de diplomatie, suivi trois mois plus tard, en juillet 2003, par le Général Tommy Franks, le commandant en chef du CENTCOM, le commandement central de

la zone intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, qui englobe les théâtres d'opération d'Afghanistan et d'Irak. L'homme, couvert de gloires pour avoir mené à bien ses deux guerres, a demandé sa mise à la retraite anticipée, dépité d'avoir échoué dans la stabilisation de l'Irak de l'après guerre. Deux autres généraux ont payé le prix du scandale des tortures à la prison d'Abou Ghraïeb, à Bagdad: le général Janis Kirkpatrick, une femme, responsable en chef des prisons, qui a supervisé les tortures, ainsi que le général Ricardo Sanchez, commandant opérationnel pour l'Irak, qui a demandé sa mutation vers l'Allemagne, de crainte de servir de fusible pour les bavures américaines. Sanchez a quitté son poste en Août 2004, un mois après le départ anticipé de Paul Bremer. Le 3^{me} commandant en chef, le libano américain John Abizaid, a cédé la Place à l'Amiral William Fattouh, début 2007, victime du rapport Baker Hamilton, critique sur les revers militaires américains en Irak.

Le spectacle affligeant de l'évacuation de Paul Bremer a d'ailleurs gommé dans la mémoire la destitution de la statue de Saddam Hussein et renvoie aux pires images de la débandade du Vietnam. Le départ précipité du pro consul américain, s'engouffrant à bord d'un hélicoptère les moteurs allumés, rotors en action, a propulsé dans l'opinion l'image d'un homme pressé de se décharger de ses responsabilités. Pour un homme réputé pour sa fermeté dans la lutte anti-terroriste, l'image contraire a prévalu. Celle d'un homme qui bat en retraite, l'image d'un sauve qui peut, d'une Amérique encore assommée par la virulence de l'opposition populaire irakienne à sa présence. Une image qui a renvoyé aux pires images de la Guerre du Vietnam, surtout à la plus célèbre d'entre elles, celle de l'hélicoptère s'élançant du toit de l'ambassade américaine avec le personnel de la mission diplomatique à bord, le jour de la chute de Saïgon, le 30 avril 1975.

L'Amérique a raté sa sortie symbolique d'Irak, tout comme elle avait auparavant perdu sa guerre psychologique dans la bataille de l'opinion, tout comme elle patauge militairement dans sa guerre contre le terrorisme. La photo du proconsul américain conversant, dans une sorte de comédie imposée, avec des affidés bedonnants et sans âme, avachis sur un fauteuil, tel premier ministre Iyad Allaoui, l'agent patenté de la CIA, promu par le fait du prince, premier ministre fantoche d'un pays fantôme, va gommer dans la mémoire collective celle de la destitution de la statue de Saddam Hussein sur la Place Fardous, à Bagdad, le 8 avril 2003, jour de l'entrée des troupes américaines dans la capitale irakienne. Autant la mise en scène de la destitution de la statue présidentielle était une mystification, autant le transit du pouvoir du 28 juin a été une réalité. Cruelle. A la mesure des déboires des Etats-Unis en Irak. Son successeur John Negroponte, l'homme de la déstabilisation du Nicaragua sandiniste et du blocus du port de Managua, tiendra lui aussi un an avant de réfugier dans le confort douillé des Nations unies en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'organisation internationale.

2004 a également vu la démission de David Key, le chef du corps des inspecteurs américains, qui a voulu renoncer à ses responsabilités en signe de protestation contre les défaillances de son service dans la recherche des armes de destruction massive. Le corps des inspecteurs américains comptait 1.400 membres. Key a estimé que son service et l'ensemble de l'administration républicaine avaient failli dans sa mission. Il en a tiré les conséquences, les autres dirigeants américains ont été conduits à assumer leurs responsabilités ou servir de fusible pour masquer les défaillances de l'administration Bush ou ses mensonges. Il en a été ainsi de Georges Tenet, ancien chef de la CIA (service de renseignements américains) qui se targuait de fournir des preuves en béton, sur les armes de destruction massive (ADM) a été relevé de son poste en juin 2004, ainsi que son adjoint pour les opérations spéciales clandestines, James Javitt.

Beaucoup d'ailleurs au sein de la haute administration républicaine sont passés à la trappe: Colin Powell, premier secrétaire d'Etat afro américain, s'est désolidarisé de l'équipe néoconservatrice, inconsolable d'avoir été piégé par l'éprouvette de farine qu'il avait brandie en guise de preuves quant à l'existence de produits nucléaires en Irak, une prestation qui demeurera, de son propre aveu, une «tâche» dans son parcours auparavant exemplaire.

Ronald Rumsfeld, un des deux architectes de cette guerre avec le vice-président Dick Cheney, a été évincé de son poste de secrétaire à la Défense après la déroute électorale républicaine de novembre 2006, de même que l'ultra faucon John Bolton de son poste d'ambassadeur aux Nations unies, ainsi que Scott Libby, du cabinet du vice président, coupable d'avoir cherché à discréditer et de déstabiliser un diplomate américain John Watson, qui avait conclu à l'absence de transaction atomique entre le Niger et l'Irak, en révélant l'identité professionnelle de son épouse (un ancien de la CIA), crime fédéral par excellence.

L'Affaire «*Valérie Palme*» du nom de l'épouse de l'ambassadeur à l'activité dévoilée, a valu à Scott Libby une condamnation à trente mois de prison, en juin dernier 2007. Larry Franklin, un des collaborateurs des ultra faucons, le tandem Paul Wolfowitz et Douglas Faith, respectivement N° deux et trois du ministère de la

défense, soupçonné d'espionnage pour le compte du lobby juif américain et d'Israël dans la préparation de la guerre, a été sanctionné, avant que Karl Rove, ancien secrétaire général adjoint de la Maison Blanche, ne quitte son poste en septembre 2007.

Parmi les autres protagonistes de l'invasion américaine, l'ONU paiera, la première, son lourd tribut de sang avec l'attentat aussi spectaculaire que meurtrier contre le brésilien Sergio Vieira de Mello, Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations unies, le 20 Août 2003, qui a ravagé le siège de l'organisation internationale dans la capitale irakienne faisant 22 morts, dont 16 fonctionnaires internationaux. Au niveau de la coalition, un des fleurons de la coalition, José Maria Aznar (Espagne) a été désavoué par le corps électoral. L'Espagnol a été éliminé de la vie politique pour cause de mensonge pour avoir mis en cause l'ETA, l'organisation séparatiste basque dans les attentats de Madrid, qui avaient fait, le 14 mars 2004, 1.400 victimes, et non les islamistes, afin de détourner l'attention sur sa responsabilité dans l'implication de son pays dans la guerre d'Irak. Victime du syndrome irakien, le chef d'état major interarmes américain, le Général Peter Pace, un homme proche de Donald Rumsfeld et qui a participé activement aux guerres d'Afghanistan et d'Irak, cessera ses fonctions en septembre, «par crainte d'une nouvelle controverse sur l'Irak», à la reprise des travaux du congrès américain pour la dernière année du mandat du président.

3- Tony Blair «*Lord Balfour du XXI me siècle*»

Le dégageant quasi-simultané de la scène internationale de deux artisans majeurs de l'invasion de l'Irak, le premier ministre britannique Tony Blair et le président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz, fin juin 2007, a signé symptomatiquement l'échec de l'aventure américaine en Mésopotamie. Au terme de dix ans de pouvoir (1997-2007), l'ancien jeune premier de la politique britannique a quitté la scène publique affligé du quolibet accablant de «*caniche anglais du président américain*» et d'un jugement peu flatteur sur son action, le plus mauvais bilan travailliste depuis Neville Chamberlain, en 1938, (responsable des accords défaitistes de Munich face à l'Allemagne hitlérienne), et Anthony Eden, maître d'œuvre du fiasco de Suez, l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Égypte nassérienne, en 1956» (4), selon l'expression du journaliste anglais Richard Gott. Sa nomination comme émissaire du Quartet pour le Moyen-Orient est apparue comme un lot de consolation de la part du fidèle allié américain, mais l'activisme belliciste qu'il a déployé tout au long de son mandat (Guerre du Kosovo, Guerre d'Afghanistan, Guerre d'Irak) et sa nouvelle implication dans le conflit israélo-arabe, lui a valu de la part de l'opinion arabe le sobriquet du «*nouveau Lord Balfour du XXI me siècle*», par référence au rôle joué par son prédécesseur anglais dans le surgissement du problème palestinien. Partenaire privilégié de l'aventure américaine en Irak, le Royaume Uni en a lui aussi payé le prix fort.

Outre l'attentat de Londres et le suicide du scientifique David Kerry, Alistair Campbell, le «*spin doctor*» par excellence, le plus en vogue des manipulateurs de l'opinion, ancien conseiller du premier ministre britannique Tony Blair, a été sacrifié par son mentor, en 2004, avant que le premier ministre lui-même ne cède la place à son rival travailliste Gordon Brown, en juillet 2007. En Irak, le sort d'Ahmad Chalabi illustre le statut singulier des supplétifs des forces d'occupation et mérite à ce titre réflexion.

Opposant notoire au régime baasiste, partisan farouche de la guerre, protégé de l'ultra faucon, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense, premier responsable de l'autorité transitoire, Chalabi, le propagateur des thèses américaines sur la présence d'armes de destruction massive en Irak, sera sacrifié sur l'autel de la raison d'état en vue de donner satisfaction à la Jordanie, un des piliers de l'Amérique dans la zone, qui lui vouait une hostilité absolue.

L'homme lige des Américains a été dépouillé de ses attributs de pouvoir d'une manière humiliante, avec, en prime, l'imputation de tous les revers de ses alliés anglo-américains. Le sort des supplétifs n'est jamais enviable. Dans le camp adverse, la famille de Saddam Hussein a été littéralement décapitée, lui-même et son frère Barzane, pendus dans des conditions hideuses, alors que ses deux fils Ouddai et Qossaï et son petit fils, Moustapha, étaient auparavant tués lors d'un raid dans le nord de l'Irak, en 2003, de même que, quoique sur un autre registre, Abou Moushab Al Zarkaoui, chef opérationnel d'Al Qaida en Irak, en juin 2006.

Dans la configuration régionale de l'époque, le parrain idéologique du président américain, le premier ministre israélien Ariel Sharon, l'artisan de l'invasion du Liban, en 1982, le plus ferme partisan de l'invasion américaine de l'Irak, le tortionnaire de Yasser Arafat, le maître d'œuvre de la colonisation rampante de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, l'homme des assassinats extrajudiciaires contre les dirigeants islamistes Cheikh Ahmad Yassine et Abdel Aziz Rantissi, sombrait dans le coma, en janvier 2006, illustration

symbolique de l'échec d'une politique de force. Son successeur, Ehud Olmert, plongera son pays dans une impasse par suite de deux déboires militaires le Liban (2006) et Gaza (2008) qui ont considérablement modifié la donne régionale et le climat psychologique de sa population.

(à suivre)

Références

1- Premier empereur romain, Auguste d'abord appelé Octave puis Octavien est le petit-neveu et fils adoptif de César. Il parvient à laisser à la postérité l'image du restaurateur de la paix et de la prospérité. Sous règne, l'armée réformée définitivement une armée de métier. La charte militaire (condito militiae) lui donne son statut légal. Les effectifs sont fixés à 28 légions, soit 300 000 hommes auxquels viennent s'ajouter 50 000 hommes des contingents des alliés.

2- Joseph Rudyard Kipling: Bombay (Inde britannique) le 30 décembre 1865 – Londres 18 Janvier 1936, premier anglais à obtenir le Prix Nobel de Littérature (1907), est un auteur à succès de romans notamment du «*Livre de la Jungle*», «*l'homme qui voulait être roi*» et surtout de «*Kim*» dans lequel il forge la notion du «*grand jeu*» à propos de la rivalité des puissances coloniales en Afghanistan. George Orwell le qualifiera de «*prophète de l'impérialisme britannique*» et l'américain Henri James «*L'homme de génie le plus complet que je n'ai jamais connu*».

3- Laurent Bonelli, chercheur en science politique à l'Université Paris X (Nanterre), in le Monde diplomatique N° Avril 2005 «*Quand les services de renseignement construisent un nouvel ennemi*».

4 – «*Départ sans gloire pour M. Anthony Blair*», par Richard Gott, cf. «*Le Monde diplomatique*» juin 2007

René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —«*Liban: chroniques d'un pays en sursis* » (Éditions du Cygne); «*Aux origines de la tragédie arabe*»- Editions Bachari 2006.; "*Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français*"- Harmattan 2002. «*Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre* » (Harmattan 2000); «*Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen* » (Harmattan 1998); "*De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde*", Editions l'Harmattan Mai 2009.

Cet article est disponible dans la rubrique *Document politique*, plus haut dans cette page.

Un article du figaro.fr du 14 décembre

Les dissonances européennes inquiètent les marchés. (15.12)

L'espoir franco-allemand d'un traité ressoudant l'euro est mis à mal.

L'élan s'essouffle six jours après le sommet décisif. L'espoir franco-allemand d'un traité qui ressouderait rapidement l'euro est entamé par une nouvelle poussée de cacophonie européenne, tandis que les marchés parient une fois de plus que le fonds de sauvetage européen, le FMI voire la BCE ne seront pas au rendez-vous.

Sur le front politique, les fissures proviennent d'abord des pays qui, sans avoir l'euro, se sont ralliés vendredi au «*pacte de stabilité budgétaire*». Au moins quatre d'entre eux semblent avoir des doutes, liés à un vote de ratification devant leur Parlement; la Suède, le Danemark, la Hongrie et la République tchèque. «*Il ne sert à rien de se prononcer définitivement sur un texte tant que la page est encore blanche*», dit le premier ministre tchèque Petr Necas. Coucher les premiers éléments sur le papier sera précisément l'enjeu d'une première réunion de juristes à vingt-six, jeudi à Bruxelles. Pour les neuf hors zone euro, la question centrale est de savoir s'ils devaient ou non consentir aux abandons de souveraineté budgétaire esquissés au sommet. Stockholm et Budapest s'inquiètent aussi de l'ambition de Nicolas Sarkozy d'étendre l'intégration européenne à un domaine jusqu'ici tabou: les impôts. Des réponses obtenues dépendra l'ampleur de la dissidence ouverte par le Royaume-Uni.

Scénario du référendum

D'autres dissonances se font entendre à l'intérieur de la zone euro. La plus surprenante est venue mercredi d'un Européen convaincu et président de l'eurogroupe de surcroît: le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. L'inscription dans la loi fondamentale de la «*règle d'or*» européenne sur le retour à l'équilibre budgétaire serait contraire à la philosophie constitutionnelle du Grand-Duché, a-t-il expliqué.

Une loi spéciale devrait suffire.

Aux Pays-Bas comme en Finlande, c'est un gouvernement à la majorité fragile qui pourrait être contraint de lâcher du lest face aux «*euroseptiques*». L'Irlande, qui fit sa fortune grâce à une taxation minimale des bénéficiaires, redoute de se faire dicter une conduite fiscale par Paris et Berlin. Dissuasif, le scénario d'une ratification par référendum est à nouveau agité.

À Bruxelles enfin, pour tout compliquer, chacun tire la couverture à soi. Les États entendent naturellement dicter le contenu du futur traité «*intergouvernemental*». Mais les institutions, Commission et Parlement, cherchent à tout prix à préserver le pré carré communautaire. Le président du Conseil Herman Van Rompuy, lui, veut obtenir une première version avant Noël et finaliser le texte en mars, pour le sommet de l'UE. L'ambition est de réduire le changement au minimum -règle d'or et vote de sanctions à la majorité- dans l'espoir de limiter à la fois le débat européen et la casse devant les Parlements nationaux.

«*Ce n'est pas ça qui va sauver l'euro*»

Aux yeux des investisseurs, la survie immédiate de l'euro passe par une autre urgence: les ressources mobilisées sur les marchés par trois institutions, le FESF, le FMI et la BCE. Pour les deux premières, les promesses du sommet tardent à se concrétiser. La dernière, considérée comme le prêteur en dernier ressort, déçoit les marchés faute d'engagement concret depuis lundi. «*Mettre en place le pacte budgétaire d'ici mars est souhaitable, mais ce n'est pas ça qui va sauver l'euro*», disait mercredi à Paris Lucinda Creighton, ministre irlandaise des Affaires européennes. La poussière du sommet est retombée, mais les marchés n'y voient pas beaucoup plus clair.

Commentaire rapide.

Pas de bol pour *Le Figaro* qui ne peut retenir ses larmes !

Ils ont fondé tous les espoirs sur une feuille encore "*blanche*", c'est dire qu'ils sont aux abois ! Tout cela est de la gesticulation, si la politique est subordonnée à l'économie, c'est de ce côté-là qu'il faut jeter un oeil. Question que ne pose pas Le Figaro et pour cause : mais où vont-ils trouver le fric pour financer le FESF ou le MSE, sans augmenter leur dette ?

En additionnant la dette de l'Etat, des banques, des entreprises et des particuliers (www.wikistrike.com) :

- France : 341 %
- Allemagne : 284 %
- Grande-Bretagne : 497 %
- Espagne : 366 %
- Italie : 313 %
- Japon : 492 %
- Etats-Unis : 289 %
- Canada : 274 %
- Corée du Sud : 306 %

Un article de lexpansion.com du 14 décembre

Les grands patrons français ont gagné 190 fois le Smic en 2009. (17.12)

Les patrons du CAC ont touché 3,06 millions d'euros en moyenne en 2009. Pour la deuxième année consécutive ces rémunérations sont en baisse, selon une étude Proxinvest.

Les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises ont touché 3,06 millions d'euros en moyenne en 2009, soit 190 fois le Smic, une rémunération en baisse de 14% par rapport à 2008 en raison de la crise, selon la société de conseil aux investisseurs Proxinvest.

Les cinq présidents exécutifs les mieux payés du CAC 40 sont Carlos Ghosn de Renault avec 9,2 millions d'euros par an, Christopher Viehbacher de Sanofi-Aventis avec 8,2 millions, Bernard Arnault de LVMH avec 7,6 millions, Franck Riboud de Danone avec 5,9 millions, et Henri de Castries d'Axa avec 5,6 millions.

La rémunération totale des présidents exécutifs du CAC 40 s'est élevée l'an dernier à 3,06 millions d'euros en moyenne, stock-options et actions gratuites comprises.

En 2008, ces patrons avaient touché 3,57 millions d'euros en moyenne. C'est la 2e année consécutive que la rémunération moyenne des grands patrons français baisse.

Ce phénomène est dû à *"la crise et à la pression des actionnaires. On a affaire à des gens qui ne fonctionnent qu'au rapport de force"*, a estimé Pierre-Henri Leroy, président de Proxinvest. Proxinvest note un *"problème de transparence"* concernant la rémunération de Carlos Ghosn chez Nissan (environ 8 millions d'euros) *"qui était totalement cachée aux actionnaires de Renault et n'apparaît jamais dans le document de référence"* du groupe automobile. Cette rémunération avait été annoncée par M. Ghosn devant les actionnaires de Nissan, au Japon, le 23 juin.

Concernant Bernard Arnault, la société de conseil note que son bonus *"élevé"* de 2,2 millions d'euros est resté *"inchangé"* en 2009 alors que deux des trois critères financiers servant à son calcul ont baissé. *"La moitié du bonus repose sur des critères qualitatifs non transparents"*, conclut Proxinvest.

Quant aux présidents non exécutifs des groupes du CAC 40, ils ont perçu en moyenne 928.048 euros en 2009, *"les plus hauts niveaux européens"*, alors que leur rémunération n'est *"pas soumise au vote des actionnaires"*, critique la société de conseil.

Environ 2,3 millions de salariés étaient payés au Smic début 2010, soit 1.343,77 euros bruts par mois (1.056 euros net) pour un temps complet.

Commentaire d'un internaute

- *"C'est curieux de voir des rémunérations aussi élevées alors que par ailleurs, on ne souhaite pas donner de coup de pouce au SMIC pour "ne pas grever la compétitivité des entreprises françaises" ! Nos patrons et hommes politiques ne sont pas raisonnables qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite. Tout s'achète aujourd'hui, même la "Raison".*

C'est méconnaître la raison d'être du capitalisme...

Un article de mondialisation.ca du 16 décembre

Le testament d'Auguste 2/2. (19.12)

Le commandant Massoud, Rafic Hariri, Benazir Bhutto, Hosni Moubarak, Zine el Abidine Ben Ali: La décapitation des principaux pivots de l'influence occidentale en terre d'Islam.

Dix ans après son lancement à grand fracas, «la stratégie du choc et de l'effroi» (Shock and Awe) (1) débouche sur un paysage dévasté, tant pour les pays cibles que pour les assaillants. Le bilan des pertes occidentales en Afghanistan et en Irak s'élevait, au 22 août 2011, selon « *une estimation extrêmement prudente à 225 000 morts et environ 365 000 blessés* ».

Selon cette étude, menée par les professeurs Neta Crawford et Catherine Lutz, au printemps 2011, pour le compte de l'université Brown, le nombre de soldats tués se chiffre à 31 741, dont environ 6000 Américains, 1200 soldats alliés, 9900 Irakiens, 8800 Afghans, 3500 soldats pakistanais ainsi que 2300 membres de sociétés militaires privées, faisant de cette guerre la plus meurtrière pour les États-Unis depuis la guerre du Vietnam et sans doute la plus coûteuse depuis la seconde guerre mondiale (2).

Le coût total des guerres menées par les Etats-Unis en Afghanistan, en Irak et au Pakistan aurait coûté la somme astronomique de 3700 milliards de dollars. L'Irak, à lui seul, aura coûté au budget des Etats-Unis la somme de mille milliards de dollars. Ce chiffre ne tient pas compte du coût de l'entretien des 90.000 soldats américains maintenus sur place durant la période de transition. Ni la Corée ni le Vietnam n'avaient coûté autant, alors que la guerre du Vietnam (1960-1975) avait duré quinze ans et que le corps expéditionnaire américain s'élevait à cinq cent mille soldats (3).

Les guerres américaines depuis le 11 septembre 2011 ont coûté davantage que la Seconde Guerre mondiale (1940-1945), la plus chère à ce jour (2.000 milliards de dollars en dollars constants/1.500 milliards d'euros). Avec en superposition des dommages collatéraux substantiels de 200.00 civils irakiens tués, près d'un million de blessés et trois millions de déplacés.

L'hypotonie du monde arabe face à la géostratégie tectonique impulsée par les attentats anti-américains du 11 septembre 2001 et la collusion frontale qui s'est ensuivie en Afghanistan et en Irak contre les deux plus importants foyers de percussion de la stratégie régionale de l'axe saoudo américain dans la sphère arabo musulmane a bouleversé le leadership traditionnel arabe. Elle a propulsé au firmament de l'iconographie internationale Oussama Ben Laden, chef d'Al Qaida, l'organisation clandestine transnationale, l'étrincelle de ce bouleversement, de même que son compère le Mollah Omar, jamais à court de carburant, le plus célèbre motard de l'histoire de l'humanité en dépit de son handicap oculaire, ainsi que le dignitaire chiite libanais Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, son émule irakien Moqtada Sadr, seul dirigeant irakien frappé d'un triple sceau de légitimité -spirituelle, nationaliste et populaire-, seul dirigeant irakien d'envergure nationale à n'avoir jamais transigé sur ces principes, encore moins pactisé avec ce qu'il considère être ses «ennemis», contrairement aux autres factions irakiennes.

Au vu de cette hécatombe, ce qui devrait hanter l'Amérique désormais, ce n'est pas tant le spectre du Vietnam mais plutôt un sort identique à l'empire d'Alexandre le Grand, dont la Mésopotamie en fut le fossoyeur. A la veille de l'intervention américaine en Irak, George Bush Jr, renouant avec les vieilles habitudes des cow-boys américains, avait édité un jeu de cartes de 52 cartes consignait les 52 dirigeants irakiens les plus recherchés par ses services. Ivre de sa victoire et fier de leur capture, Bush n'avait pas prêté attention au fait que ce jeu de cartes se jouait désormais à contresens et qu'il portait désormais sur les protagonistes américains de la guerre.

La guerre anglo-américaine contre l'Irak a provoqué la destruction d'un des rares états laïcs du monde arabe, l'Irak, et le duo diplomatique franco-américain sur le Liban, la vacance du pouvoir présidentiel du seul pays arabe dirigé par un Président chrétien. Un précédent lourd de conséquences pour l'avenir.

Le grand ordonnateur de ce «chaos constructeur», George Bush, fait déjà précocement l'objet d'un enseignement dans les académies diplomatiques et militaires comme le parfait contre-exemple de gouvernement, assuré de décrocher le titre peu envieux de «pire président de l'histoire américaine», pourchassé dans l'imaginaire du monde par le journaliste irakien Mountazar al Zayédi, le plus célèbre lanceur de chaussures de l'histoire de l'humanité, le Spartacus des temps modernes.

Jacques Chirac, l'opposant à la guerre d'Irak mais rallié à l'aventure américaine du Liban, jouit désormais, pour sa part, d'une retraite confortable mais non paisible dans la résidence précaire de son bienfaiteur libanais. L'ancien président français qui menaçait des foudres de la Justice Internationale les assassins de son milliardaire ami, est, à son tour, en délicatesse avec la justice de son propre pays pour des affaires ayant trait à l'argent illicite dans des responsabilités fictives pour d'emplois fictifs financés pourtant par l'argent bien réel du contribuable français.

Le « *grand jeu* » afghan pour un « *Grand Moyen orient* » s'est révélé calamiteux pour ses initiateurs, éradiquant les principaux pivots de l'influence occidentale en terre d'Islam: le commandant Massoud Shah, le Lion du Panshir, en Afghanistan, les deux anciens premiers ministres, Rafic Hariri et Benazir Bhutto, le sunnite libanais en 2005 et la chiite pakistanaise en 2007, deux personnalités situées aux extrémités de l'axe devant servir de levier à l'avènement du « *Grand Moyen Orient* », tous les deux identiquement carbonisés dans un attentat, victimes majeures du discours disjonctif occidental. Pis, au Liban même, zone de dégagement de la pression américaine sur l'Irak, la disparition de Rafic Hariri a été suivie de la décapitation de ses principaux supports médiatiques sur la scène occidentale, le directeur du journal An Nahar, Gébrane Tuéni, et le journaliste Samir Kassir. Un massacre à la tronçonneuse que n'aurait pu produire le plus méthodique des tueurs en série. Un résultat proprement ahurissant.

Sous tend cet épilogue, le problème majeur du décalage dans la perception que se fait l'Occident de la réalité orientale, particulièrement la vision que se font les intellectuels occidentaux de Benazir Bhutto, tout comme du commandant Massoud Shah ou de Rafic Hariri, qui relève à proprement parler de la psychanalyse. Benazir constitue, pour eux, cliniquement, un fantasme exotique absolu: La belle sultane dévoilée, l'anti burka, le chef du Harem, politiquement parlant. Les intellectuels occidentaux développaient à son égard une sorte de « *discours sur la servitude volontaire* ».

Héritière d'une dynastie politique dont le destin tragique est sans doute unique au monde, avec quatre personnalités assassinées dont deux anciens premiers ministres, record mondial absolu de tous les temps, cette femme glamour d'une grande « modernité », plutôt que d'impulser une dynamique de changement démocratique de son pays, se donnant en exemple pour la combat de libération de la femme dans le tiers monde arabo-musulman, a versé dans le conformisme d'une gestion bureaucratique empruntant aux sociétés patriarcales leurs méthodes les plus éculées, usant et abusant de son pouvoir au mépris des principes les plus élémentaires de la sagesse politique.

Un décalage identique s'est produit à propos du Commandant Massoud Chah, tué dans un attentat à la veille des attentats anti-américains du 11 septembre 2001. Massoud, apprécié des seuls Français, dont des intellectuels de renom en faisaient un titre de gloire de l'avoir rencontré, quand bien même la rencontre a été virtuelle, uniquement dans l'imaginaire du narrateur du récit de la rencontre. Elève du lycée français de Kaboul, Massoud passe pour avoir fait bénéficier de ses lumières les services français dans le labyrinthe afghan. Hors la France, il a été longtemps quasi inconnu. A sa mort il a été érigé en martyr de la Liberté, de la même manière que Rafic Hariri au Liban, pourtant l'un des principaux bailleurs de fonds des guerres interfactionnelles libanaises.

Le tropisme occidental à l'égard de l'Islam aboutit à ce que chaque notabilité intellectuelle dispose de sa « minorité protégée »: Le philosophe André Glucksmann, les Tchétchènes, quand bien même son nouvel ami le président Nicolas Sarkozy, est devenu le meilleur ami occidental du président russe Vladimir Poutine, Bernard Henry Lévy, le Darfour, quand bien même son entreprise familiale est mentionnée dans la déforestation de la forêt africaine, et Bernard Kouchner, des Kurdes, les supplétifs des Américains dans l'invasion américaine d'Irak. Comme si ces notabilités cherchaient à compenser leur hostilité aux revendications arabes notamment palestiniennes par un soutien à l'Islam périphérique.

Victime d'un dommage subséquent résultant du retournement proaméricain de son ami français, l'élimination de Rafic Hariri (février 2005) (4) est survenue l'année même du décès de son protecteur, le Roi Fahd d'Arabie, mort six mois plus tard en Août 2005, le mois même où Mohamad Ahmadi-Nijad, le représentant de l'aile dure du régime islamique était élu à la présidence de la République iranienne. L'annonce de la fin de la mission de combat de l'armée américaine en Irak, le 21 août 2010, est intervenue le jour de la mise en route de la centrale nucléaire iranienne de Boucher. Il est des coïncidences fâcheuses qui retentissent comme des victoires pour leurs bénéficiaires.

Bouquet final, le Monde arabe, une des principales victimes collatérales de l'instrumentalisation de l'islam comme arme du combat politique contre le bloc soviétique, un des principaux contributeurs à la libération de l'Europe du joug nazi et néanmoins le principal perdant de son pari perdu sur l'Amérique, en un mot, le principal dindon de la farce, opérera un sursaut libérateur : , dégageant, en 2011, à l'occasion du 10^{me} anniversaire du 11 septembre, il dégagera les figures emblématiques de la soumission à l'ordre israélo-américain, l'égyptien Hosni Moubarak, le tunisien Zine el Abidine Ben Ali, alors que la contestation gagnait une dizaine de pays arabes notamment la Syrie, la Libye, le Yémen, le Bahreïn, épargnant curieusement l'Arabie saoudite, pourtant un des principaux responsables de ce chaos.

Certes, Oussama Ben Laden, au terme de dix ans de traque, a été tué dans un spectaculaire raid américain le 2 mai 2011 au Pakistan, de même que son successeur au Yémen, Anouar Al Awlaki, alors que les Etats-Unis s'emparaient durablement du pétrole irakien délogeant leur allié français de la place. Mais les lieutenants du chef d'Al Qaïda sont disséminés sur le pourtour de l'Arc de l'Islam, en Irak, au Yémen, les deux anciennes balises stratégiques de l'Arabie Saoudite, en Somalie, au Sahel, pourchassés avec plus ou moins de succès, par le corps de commandos solo américains, déployés dans près de 120 pays, avec les coûts financiers inhérents.

Doté d'un budget de 9.8 milliards de dollars, le SOCOM, (Special Operations Command), compte un effectif de 65. 000 membres, dont 85 pour cent déployés dans les vingt pays du CentCom, couvrant le «Grand Moyen Orient», de l'Afghanistan au Maroc: Afghanistan, Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Iran, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Liban, Oman, Pakistan, Qatar, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Yémen. Le reste des effectifs est déployé en Amérique latine et dans le sud est asiatique.

En superposition, la perte de 25 mille milliards de capitalisation boursière lors de la crise bancaire de 2008 du fait des fonds spéculatifs gérés par des êtres sans scrupules à l'image de Robert Madoff, pourtant un notable de l'establishment américain, conjuguée à la crise de l'endettement européen et à la dégradation de la notation économique des Etats-Unis, fait unique dans les annales de l'économie, trois ans plus tard, en 2011, en favorisant la montée en puissances des fonds souverains du sud, notamment la Chine en rôle d'arbitre, ont considérablement fragilisé les économies occidentales, plaçant les pays occidentaux sur une position d'autant plus défensive que la Chine, maniant la stratégie du yuan en vue d'instaurer une nouvelle monnaie de référence internationale autre que le dollar, a réussi à contourner l'Europe par l'Afrique, la supplantant, sans coup férir, dans son ancienne chasse gardée (5).

Certes, quarante deux ans de coopération stratégique avec les Etats-Unis ont débouché sur la judaïsation quasi complète de Jérusalem, la colonisation quasi-totale de la Palestine, l'implosion de l'Irak et la perte du pouvoir sunnite à Bagdad, le démembrement du Soudan par l'aménagement d'une enclave pro israélienne sur le parcours du Nil, l'implosion de la Libye, sans pour autant que l'Arabie saoudite ne remette en question sa collaboration avec le Grand protecteur d'Israël, la caution de tous ses passes droits.

Et le meilleur allié des pays occidentaux contre le nationalisme arabe et son partenaire essentiel dans l'implosion de l'Union soviétique, via la guerre d'Afghanistan, est, paradoxalement, le plus stigmatisé en la personne du petit fils d'un des fondateurs de la confrérie de Frères Musulmans, Tareq Ramadan, par les intellectuels les plus pro américains de la scène européenne, comme en témoignent les imprécations quasi quotidiennes de Sainte Catherine Fourest contre «Frère Tariq».

Mais l'hiver 2011 a bourgeonné en un doux «printemps arabe» et produit un été meurtrier pour le camp occidental.

Première contreperformance majeure de l'alliance atlantique dans une opération dirigée contre un pays de l'ensemble arabo africain, l'enlèvement de l'Otan en Libye, se superposant au dévoiement le soulèvement libyen en un régime crypto islamiste, à la tuerie xénophobe d'Oslo, juillet 2011, à la répression policière des émeutes du Royaume uni, août 2011, à la crise de l'endettement européen, sanctionnée par le dégageant de trois premiers ministres de la zone euro, Georges Papandréou (Grèce) et Silvio Berlusconi (Italie) et Jose Luis Zapatero (Espagne), a frappé de caducité le rôle de prescripteur moral des pays occidentaux dans la dénonciation des contestations populaires à Damas, Téhéran, Pékin et ailleurs.

La contre offensive menée par les pétromonarchies du Golfe contre le flux contestataire arabe, de même que l'instrumentalisation du Tribunal spécial sur le Liban à propos de l'assassinat de Rafic Hariri, ont permis

la déstabilisation de la Syrie, maillon essentiel du dispositif régional antioccidental, dans une guerre de substitution contre l'Iran. Elles n'ont pas empêché pour autant la République islamique, sous embargo depuis trente ans, d'accéder au rang de «puissance du seuil nucléaire», ni l'Amérique d'être contrainte à ordonner son retrait d'Irak.

Le veto brandi par les Etats-Unis à propos de l'admission de la Palestine à l'ONU, la démission des Etats-Unis face à Israël à propos du gel de la colonisation rampante de la Palestine, se superposant avec l'effet cumulatif et corrosif de l'alliance contre nature entre Israël et l'extrême droite européenne, matérialisée symptomatiquement par la tuerie d'Oslo, a scellé l'imposture morale de l'alliance des descendants des victimes du génocide hitlérien avec les héritiers spirituels de leurs anciens bourreaux, et signé du même coup la faillite morale de l'Occident, en même temps que cinq siècles d'hégémonie absolue occidentale sur le reste de la planète.

Un ancien alcoolique reconverti dans le messianisme évangélique, «*born again*» jouant à l'ange purificateur, au risque de fourvoyer son pays et de mettre en jeu son statut de première puissance planétaire de tous les temps, un militaire impétueux ivre de bruit et du fureur, «*border line*» pantagruélique, transformé en état de «*légumes*», un président d'un pays prescripteur d'un ordre moral transformé en squatter de luxe, pensionnaire posthume de son ami assassiné (6).....

Sauf à désespérer son propre camp on aurait rêvé meilleure tripléte pour le rayonnement de la démocratie, la défense du monde dit «*libre*» et la survie de ses propres poulains à travers le Monde.

Bis repetita placent : Que n'a-t-on révisé nos classiques? «*Il ne faut pas franchir l'Euphrate. Au delà de l'Euphrate, c'est le domaine des aventuriers et des bandits*». Testament d'Auguste.

Références

1 – Doctrine de la guerre post soviétique formulée par Harlan Ullman, et James Wade, en 1996 pour le compte de la Défense nationale des Etats-Unis, «*Choc et effroi*» est une doctrine militaire basée sur l'utilisation de la puissance écrasante et des manifestations spectaculaires de la force pour paralyser l'adversaire de la perception d'un champ de bataille et de détruire sa volonté de se battre.

2- Les civils paient le plus lourd tribut: 172 000 morts (125 000 Irakiens, 35 000 Pakistanais et 12 000 Afghans). Les chercheurs n'évaluent en revanche qu'entre 20 000 et 51 000 le nombre total d'insurgés éliminés. Quelque 168 journalistes et 266 travailleurs humanitaires ont par ailleurs été tués depuis que les Etats-Unis se sont engagés dans ces pays dans la « *guerre contre le terrorisme* ».

Ces conflits ont engendré un flot massif de réfugiés et de personnes déplacées de plus de 7,8 millions de personnes, surtout en Irak et en Afghanistan. Selon le site Internet indépendant icasualties.org, ainsi que antiwar.org, le bilan des pertes en Irak et Afghanistan s'élevait au 16 Août 2011, à 7.453 morts, dont 74 soldats français en Afghanistan. A cela s'ajoute le chiffre des 430 suicides au sein des militaires en activité, selon le «Département of Vétéran Affaires».

3- «*The Price of Liberty: Paying for America's Wars*» («*Le Prix de la liberté : le coût des guerres de l'Amérique*») par Robert Hormats, haut responsable de la banque d'affaires Goldman Sachs.

4- la stratégie chinoise du yan ruine les finances occidentales
http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/08/08/la-strategie-chinoise-du-yuan-ruine-les-finances-en-occident_1557315_3232.html

5- Sur la stratégie financière de la Chine, voir à ce propos <http://www.renenaba.com/geo-economie-mondiale-un-basculement-strategique/>

6- Pour une étude documentée sur cette période, Lire «*Hariri de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres*» René Naba Harmattan 2001 Sur le revirement de la politique française à l'égard des Etats-Unis après le différend sur l'Irak, Lire Richard Labévière «*Le Grand retournement Bagdad Beyrouth*» Editions Seuil octobre 2006.

René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« *Liban: chroniques d'un pays en sursis* » (Éditions du Cygne); « *Aux origines de la tragédie arabe* »- Editions Bachari 2006.; "*Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français*"- Harmattan 2002. « *Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre* » (Harmattan 2000); « *Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen* » (Harmattan 1998); "*De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde*", Editions l'Harmattan Mai 2009.

Egalement disponible dans la rubrique politique de cette page (format pdf) : Le testament d'Auguste 1/2

2001-2011: La décennie qui a signé la fin de cinq siècles d'hégémonie absolue occidentale sur le reste de la planète

Un article de liesidotorg.wordpress.com du 16 décembre

Les agences de notation et le Nouvel ordre mondial. (19.12)

(titre de Liesi : *Les agences de notation ne sont qu'un instrument du cartel bancaire pour obtenir la "bonne crise majeure"*)

« *La présente fenêtre d'opportunité, durant laquelle un ordre mondial pacifique et interdépendant peut-être construit, ne sera pas ouverte pour très longtemps. Nous sommes à l'orée d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est une crise majeure appropriée, et les nations accepteront le Nouvel Ordre Mondial.* » David Rockefeller, 23 septembre 1994.

Cette "transformation globale" et "la crise appropriée" ont bien un rapport avec le scénario joué actuellement par des banquiers internationaux, agissant derrière des organismes et des politiciens véreux.

« *Une agence de notation est un organisme indépendant qui fournit à ses clients (les investisseurs, les analystes, les marchés, etc.) une évaluation d'une entreprise, d'une institution financière, d'un pays. Cette évaluation porte sur les risques qu'un investisseur pourrait courir en investissant dans l'entreprise, l'institution financière ou le pays concerné.*

La première organisation centrée sur l'évaluation sociale des entreprises est l'Investor Responsibility Research Center fondé aux Etats-Unis en 1972... IRCC était financée par des fondations comme Ford, Rockefeller et Carnegie. Ses premiers clients étaient les fonds d'investissement de grandes universités américaines ». (Extrait de l'ouvrage *L'émergence des risques : au travail*, par Jean-Marie Mur.)

« *Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats-Unis, caractérisant ma famille et moi en tant d'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.* » David Rockefeller, Mémoires, éd. Random House, 1st Trade Ed edition (ISBN 978-0679405887), 15 octobre 2002, p. 405.

Qu'ont fait les agences de notation dans le passé ? Elles ont très bien noté des organismes, des entreprises et des banques, sans oublier la Grèce, juste avant le clash. On se souviendra de Permalat, Lehman, le fonds LTCM, etc., très bine noté avant leur crash. Les agences de notation n'avaient rien vu. Scénario identique pour les subprimes. Personne n'a rien vu et dès 2004, une source de LIESI fréquentant le cercle de relations de Greenspan (président de la Banque centrale américaine), nous confiait un scénario dont nous avons parlé dans LIESI ou autres publications.

Nous affirmons bien : les agences de notation sont un instrument du cartel bancaire pour imposer un scénario de rupture, annoncé par exemple, et comme chacun sait, par un David Rockefeller en septembre 1994. Trader Noé (un internaute sur le site LIESI - ndlr) a raison d'affirmer que la crise n'a pas encore commencé, même si les médias en parlent de plus en plus. Nous sommes à l'étape du conditionnement des foules. Il suffit de se promener devant les kiosques depuis quelques mois. On voit des titres qui, hier, étaient taxés de "complotistes".

Complicités entre agences de notation et équipes gouvernementales

Mais revenons à un parallèle intéressant entre les agences de notation et les gouvernements. Tant les conseillers économiques des équipes gouvernementales que les employés des agences de notation sortent des mêmes écoles. Les uns faisaient de la dette tandis que les autres, dans le même temps, ne voyaient aucun danger. Aujourd'hui, les premiers sortent des plans d'austérité qui vont tuer la consommation et les recettes fiscales ; les autres enfoncent et dégradent afin d'amplifier le désastre. Entendez-bien : ils sortent des mêmes écoles et leurs actions vont précisément dans le sens voulu de ceux qui rêvent d'un gouvernement mondial. Ces mêmes financiers à l'origine de la révolution bolchevique. (que condamnent évidemment les auteurs du site LIESI et les internautes qui interviennent dessus, j'ai envie de préciser, ce qui rend d'autant plus intéressant leurs témoignages ou analyses quand ils nous expliquent comment l'impérialisme américain s'y prend pour imposer une dictature bureaucratique mondiale - note de ndlr)

L'équipe de Denissto prépare une démonstration convaincante sur le sujet. Nous leur laissons le temps de préparer une petite vidéo très intéressante. Le synopsis est savoureux. En fait, les familles qui tiennent, via différents paravents, ces maisons "prestigieuses" (agences de notation), se retrouvent parfois même à l'origine de la création du mouvement fabien, dont on a déjà eu l'occasion de parler et que d'aucuns, parmi d'excellents commentaires, ont apporté moult éléments très formateurs sur le sujet.

Hier, ces mêmes agences de notation se plantaient lamentablement dans leurs analyses et aujourd'hui, elles en font trop, elles brillent sur leurs anticipations. Un peu trop facile. Hier, il fallait laisser le piège s'entrouvrir au maximum et maintenant, il s'agit d'enfoncer le pauvre citoyen bien profondément dans la misère. Car c'est bien cela leur plan. La ruine du plus grand nombre et la préparation d'une société sans classe moyenne, c'est-à-dire le modèle rouge. (vous confondez communisme et stalinisme, le modèle conçu par l'aristocratie financière serait plutôt brun ou noir, celui du fascisme. - ndlr)

Pour revenir aux propos de M. Six, il dit des choses qui, en français, sont assez claires. Il annonce une prochaine tempête bancaire contre l'Allemagne, via quelques banques "peu solides". Christian de Boissieu, président du Conseil d'Analyse Economique, est plus délicat, mais il dit aussi que les Allemands doivent plier aux exigences qu'impose le déroulement de la crise dans la zone euro.

Voici quelques extraits de son intervention sur BFM, il y a quelques jours :

« Moi je suis persuadé que l'on va en 2012 vers un rôle accru de la BCE. Simplement l'Allemagne n'était pas prête à l'accepter vendredi.

C'est la contrepartie de ce qu'elle a obtenu sur le plan budgétaire et ce sera obtenu dans la durée je pense en 2012.

Et je pense aussi que le débat sur les eurobonds (mutualisation, moi je dis partielle, des dettes en Europe) qui donne l'impression d'avoir été clos vendredi est un débat qui se rouvrira. Ce n'est pas fini. Moi je pense que la position allemande n'est pas figée.

[...] Et je répète que tout cela c'est l'absolu et le relatif : quand on regarde la situation d'un certain nombre de banques en Europe. Regardez ce qu'on dit sur Commerzbank en Allemagne. Moi je ne veux que du bien à l'Allemagne. Mais quand on dit que Commerzbank va être nationalisée. Je n'en sais rien. Mais arrêtons de faire une fixette sur les banques françaises parce que toutes les banques vont faire un ajustement plus ou moins petit ou plus ou moins grand pour arriver à 9 % de fonds propres durs en juin 2012 ».

De la suite dans les idées

Quand les CDS des pays notés AAA vont s'envoler, on incriminera les agences de notation. Peu importe, elles auront fait leur boulot. Après, c'est-à-dire dans quelques mois, quand les marchés auront sérieusement descendu quelques marches, on incriminera la bourse et le conditionnement se fera pour légitimer sa fermeture dans certains pays européens. (Pas à Wall Street !) Quand cela arrivera, actions papier et immobilier ne seront pas à la fête. Ce sera un pur hasard.

Un hasard qui rappellera le programme annoncé par James Paul Warburg (1896-1969), dans un discours prononcé au Sénat des États-Unis, le 7 février 1950. « *Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est à savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.* »

James Paul Warburg a été officier de l'OSS et membre du CFR (dont sont issus quasiment tous les secrétaires d'Etat occupant le poste équivalent de ministre des Affaires étrangères).

Un article d'Atlantico.fr du 19 décembre

A qui appartiennent les 200 000 milliards de dollars de la richesse mondiale ? (20.12)

Une étude du McKinsey Global Institute s'est penchée sur la répartition de la richesse globale détenue dans le monde, notamment par pays et par acteurs économiques : les ménages détiennent de loin la part la plus importante, devant les banques et autres institutions financières.

200 000 milliards de dollars. Précisément, 198 100 milliards de dollars. Difficile de se représenter une somme aussi énorme. Et pour cause, c'est l'ensemble de la fortune détenue dans le monde, selon une étude du McKinsey Global Institute, que relate The Atlantic. A titre de comparaison, le Produit intérieur brut (PIB) de la France, c'est-à-dire l'ensemble de la richesse produite, en 2010, était de 2 555 milliards de dollars, celui de la Chine de 5 745 milliards de dollars, celui des Etats-Unis de 14 624 milliards de dollars.

Mais l'étude de McKinsey Global Institute ne consiste pas en une addition de PIB. Elle montre comment et entre qui est répartie, dans le monde, cette somme. Et quelques enseignements intéressants sont à en tirer.

Les ménages détiennent près de la moitié (43%) de cette somme, pour un total de 85 200 milliards de dollars. Ce qui est essentiellement le fait des ménages des Etats-Unis et d'Europe, qui possèdent respectivement 27 000 et 23 000 milliards de dollars, un quart de la richesse totale, et environ 59% de la part des ménages dans celle-ci. Les ménages japonais pèsent pour un peu plus de 5% de la richesse totale. Ceux de Chine un peu plus de 2,5% : c'est plus à eux seuls que le reste de l'Asie, ce qu'explique le boom économique mais aussi l'immense population du pays, qui dépasse 1,3 milliard d'habitants.

Dans des pays développés, les ménages qui investissent détiennent des portefeuilles très diversifiés, avec des parts significatives en actions, souligne McKinsey. Les États-Unis en sont particulièrement friands : les ménages ont ainsi 42% de leurs actifs financiers non retirés placés en action, une part similaire aux ménages hong-kongais. Mais supérieure aux ménages européens, qui placent 26% de leurs actifs financiers en actions. Avec 25%, la France est d'ailleurs dans la moyenne. Crise oblige, cette tendance est à la baisse sur le vieux continent. Une baisse qu'a connu également le Japon : les ménages japonais se démarquent par des investissements aujourd'hui assez limités en action, qui représentent un peu moins de 10% de leurs actifs financiers. Alors que cette proportion était de 30% avant le krach boursier de 1989-90.

Un total un peu inférieur à celui des ménages (52 800 milliards de dollars) est aux mains de ce que McKinsey regroupe sous le terme "*d'investisseurs institutionnels*", déclinés en trois entités : les caisses de retraites (28 300 milliards de dollars), les assurances (23 000 milliards de dollars), et les fondations et autres organismes de dons (1 500 milliards de dollars). Là encore, les États-Unis concentrent la richesse plus que n'importe quel autre pays, quel que soit l'acteur concerné. Les retraites, pour lesquelles McKinsey additionne l'épargne par cotisation sociale automatique et les épargnes privées individuelles, y sont notamment 2,8 fois plus importantes qu'en Europe, et près de cinq fois plus qu'au Japon. Le phénomène est notable, étant donné que la population européenne (737 millions) est nettement supérieure à celle des États-Unis (300 millions). A l'inverse, les Européens ont placé plus en assurance (9 600 milliards de dollars) que les Américains (6 600 milliards de dollars). Significativement, la Chine a très peu placé en retraites et en assurances, le signe de systèmes assez peu développés et pas forcément encore entrés dans les mœurs.

Le sens commun, notamment dans une période de crise, pourrait amener à penser le contraire, mais l'étude de McKinsey montre que les banques sont loin de détenir une part aussi conséquente de la richesse mondiale que les ménages : 30 700 milliards de dollars. Dont un tiers est concentré par les banques européennes, quand un autre tiers est réparti entre les banques japonaises (6700 milliards de dollars) et américaines (4 000 milliards de dollars). Un chiffre qui peut se comprendre par le fait qu'aux États-Unis, les activités de gestion d'actifs (fonds d'actions, obligations, trésorerie) sont faites par des sociétés externes aux banques, alors qu'en Europe, les banques l'intègrent à leur activité. Ceci explique aussi le niveau de pension plus élevé aux États-Unis que sur le vieux continent.

Enfin, McKinsey, révèle que les banques centrales du monde détiennent assez peu de la richesse totale, et que les sommes qu'elles concentrent ne varient pas tant selon les pays : 2300 milliards aux États-Unis contre 1 700 milliards en Europe, ou 1000 milliards au Japon, 2500 milliards en Chine, 1 900 milliards dans les autres pays d'Asie.

Cet état des lieux révèle en tout cas la place encore très marginale prise par les économies émergentes dans l'économie mondiale. Globalement, tous les postes de richesses détenues recensés par McKinsey sont dominés par les Etats-unis, l'Europe et le Japon, qui peuvent se prévaloir d'une avance confortable. Ces trois acteurs détiennent 139 400 milliards de dollars, soit plus de 70% de la richesse totale du monde.

Note du site : le tableau qui figurait à la suite de cet article a été reproduit dans l'article au format pdf dans la rubrique économie.

Un article d'atlantico.fr du 20 décembre

La BCE lâche (subrepticement) 5 000 milliards d'euros pour sauver l'euro. (21.12)

Mario Draghi a annoncé que la BCE qu'il préside allait prêter beaucoup d'argent aux banques européennes lors des 3 prochaines années, en leur octroyant une grande latitude dans l'utilisation des fonds. Un virage à 180 degrés qui ressemble furieusement à ce que Bloomberg a révélé récemment du scandale du plan de sauvetage des banques américaines en 2008...

C'est donc au Financial Times que Mario Draghi a réservé la primeur de l'annonce de ce qui ressemble à une capitulation (sans beaucoup de conditions) de la Banque centrale européenne : s'il fallait une seule preuve que l'Europe des banquiers cherche à ne pas se couper de la City et de la Grande-Bretagne ce serait celle-là !

Quoi qu'il en soit, Draghi admet enfin le principe dit de l'assouplissement quantitatif, en novlangue financière : la planche à billets. En vertu de cette nouvelle politique et pour une durée annoncée de trois ans, la BCE va prêter aux établissements bancaires de quoi se refinancer et ces dernières feront de ces liquidités « *ce qu'elles voudront : elles prêteront aux PME ou achèteront des bons du Trésor* » nous dit ce Père de la Non-Rigueur. Curieuse latitude d'action alors qu'on imagine mal que, dans la plupart des pays au bord de l'asphyxie financière, le secteur bancaire puisse refuser aux autorités nationales d'utiliser cet argent frais pour acheter de la dette publique !

Ce n'est pas du financement direct des déficits étatiques mais du financement indirect. Mais cela revient à peu près à la même chose. Et à quel prix ? A priori, celui réduit à quasi-rien par la dernière baisse des taux directeurs de la BCE. La boucle de la rotative est bouclée, les billets peuvent arriver ...

Ce virage à 180 degrés ressemble à s'y méprendre à ce que vient de révéler la presse américaine. Au moment où, en 2008, le Trésor, avec la loi Tarp (Troubled Asset relief program), mettait en place un dispositif pour prêter 700 milliards de dollars aux banques, la Fed en avançait dix fois plus sous forme de prêts à taux zéro qui ont permis, depuis deux ans, aux établissements financiers américains de se refaire une santé et au secteur privé de se désendetter. Si l'on additionne ce qu'il faudra prodiguer aux économies européennes dans les trois ans qui viennent pour leur maintenir la tête hors de la dette, on est proche du même montant : pas loin de 5 000 milliards d'euros !

Quels sont les inconvénients de ce laxisme soudain ? L'inflation n'est pas vraiment un danger si on la définit par la hausse des prix : les capacités de production sont tellement sous-employées en Europe que des tensions sur les prix ne pourront être observées à court et moyen termes que sur les marchés où l'offre est peu élastique, l'immobilier notamment.

La croissance de la masse monétaire risque certes de provoquer une baisse de l'euro mais, vu sa surévaluation, ce serait une bonne chose.

L'Allemagne risque bien sûr de tousser car on ne voit pas bien, en l'état du nouveau discours de la BCE, où et comment elle s'assure que cet assouplissement ne servira pas aux Etats mal gérés et affligés de dettes astronomiques à poursuivre dans la voie des mauvaises habitudes. Mais il est douteux que Draghi ait agi seul. Il faut s'attendre à pas mal d'hypocrisie et de non-dit sur le sujet.

Bref, on peut soupçonner la Banque centrale d'avoir choisi d'accompagner les gouvernements européens aux abois dans leur fuite en avant pour leur permettre de gagner du temps, deux ou trois ans, en espérant qu'une meilleure conjoncture mondiale et une baisse de l'euro les sauveront. Cette politique ne règle bien sûr que superficiellement le problème de la perte de compétitivité des économies européennes.

Le pari est risqué mais le choix était inexistant. En espérant, bien sûr, qu'un facteur inconnu, une crise de confiance par exemple, ne conduisent pas les marchés à se raidir et à refuser d'avaliser ce qu'ils ont admis de la part des Américains, des Anglais ou des Japonais, convertis de longue date à ce type d'assouplissements qui confine à des contorsions.

Terminons par une question. Au fond, un peu de laxisme monétaire n'est-il pas l'accompagnement nécessaire de la mondialisation, dès lors qu'aucun gouvernement planétaire n'assure, par la redistribution fiscale, la résorption des tensions nées de la redistribution des activités productives ?

Complément du Figaro du 20 décembre

Mais dans cet échange de bons procédés, le FMI va voir son rôle de surveillance notablement renforcé: il sera désormais le seul à gérer les programmes d'assainissement des finances publiques qui pourraient s'avérer nécessaires. Exit la «*troïka*» - FMI, BCE, Commission européenne - qui a piloté cahin-caha les aides à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

«Nous saluons le soutien des ministres des Finances de l'UE pour une augmentation substantielle des ressources du FMI et nous travaillons pour renforcer nos responsabilités systémiques de l'ensemble de nos membres», a commenté sobrement un porte-parole à Washington.

Un changement de gouvernance dans la crise européenne est en train de s'opérer au bénéfice du FMI.

Un article d'atlantico.fr du 21 décembre

L'Inde sera-t-elle le maillon faible des pays émergents ?(22.12)

Malgré une croissance toujours forte, l'Inde a fait face en 2011 à de sérieuses difficultés économiques. Le pays enregistre une poussée continue de l'inflation, et doit affronter la fuite des capitaux étrangers, alors que le gouvernement ne convainc pas sur sa capacité à réguler la situation.

Quand le géant en devenir se découvre des pieds d'argile. En 2011, la situation économique de l'Inde s'est détériorée, lui faisant perdre du terrain dans la course à la puissance économique du futur qu'elle se livre avec la Chine, le Brésil ou l'Afrique du Sud. Un phénomène pourtant peu relayé, tant la crise des dettes des pays de la zone euro apparaît, depuis plusieurs mois, comme la préoccupation principale des marchés et des analystes.

Pourtant, les chiffres de l'économie indienne témoignent, en cette fin d'année, d'un exercice 2011 difficile. Le BSE 30, l'indice phare de la bourse de Bombay affiche ainsi une chute de 18,06% sur l'année, un des pires résultats du monde, en dessous de ceux des autres BRIC (Brésil, Russie et Inde). Reflet de cette chute, la croissance indienne : sur le troisième trimestre 2011, elle s'est limitée à 6,9%, contre une prévision de 9%, du jamais vu depuis deux ans. Sur l'année, elle devrait atteindre environ 7,5%, un chiffre à faire pâlir d'envie n'importe quelle économie occidentale... mais inférieur aux 9% initialement envisagés.

Croissance en baisse et inflation galopante

Mais plus que la prévision de croissance, l'inflation révèle le malaise de l'économie indienne. Autour des 9% depuis décembre dernier, elle a été particulièrement forte dans le secteur de l'énergie, notamment pour l'essence, ainsi que pour les biens manufacturés. Elle n'a pas vraiment été régulée, malgré les efforts de la Banque Centrale indienne, qui a augmenté ses taux d'intérêt dans ce but à treize reprises depuis mars 2010. En vain : en octobre, elle était encore de 9,73%. Le ministre des Finances a estimé que, "l'Inde ne peut pas se permettre d'avoir une inflation supérieure à 5 ou 6%". a-t-il déclaré mercredi... au moment même où il enterrait une loi censée aider à la maîtriser.

Or, la hausse des taux d'intérêt a contribué à baisser la croissance du pays, et a par ailleurs limité les liquidités disponibles sur la marché indien. La Banque centrale s'est du coup engagée à réinjecter des liquidités, via le rachat d'obligations de la dette du pays. Une situation qui a incité l'agence de notation Moody's à faire passer la perspective du secteur bancaire indien de stable à négative.

Conséquence de cette inflation, les investisseurs étrangers s'inquiètent. Ils ont donc voulu limiter la prise de risque et ont retiré massivement leurs capitaux du pays. Les chiffres sont éloquentes : ils ne détiennent ainsi plus que 530 millions de dollars en actions indiennes en 2011, alors que cette somme s'élevait à presque 29 milliards de dollars l'an dernier. Un fossé. Par ailleurs, les investisseurs étrangers n'ont pas été rassurés par les scandales de corruption qui frappent à répétition le gouvernement indien.

Le soutien des multinationales étrangères pas toujours bienvenu

Les difficultés économiques du pays se mesurent également dans l'importance du déficit commercial, que les entreprises indiennes auraient creusé de 30 milliards de dollars. Conséquence : cette somme coûtera 5,4 milliards de dollars supplémentaires pour être remboursée, en raison de la faiblesse de la roupie. C'est d'ailleurs un autre signe de l'affaiblissement de l'économie indienne : mi-novembre, la roupie est tombée à son nouveau le plus bas depuis trois ans, un dollar s'échangeant contre 52 unités de la monnaie du sous-continent.

Autant d'indicateurs qui révèlent la passe difficile que traverse l'économie indienne. Une situation qui ne sera pas favorisée par le refus du parlement, mercredi, d'autoriser des multinationales étrangères à prendre des participations à hauteur de 51% dans la grande distribution en Inde. La société indienne est très réfractaire à l'idée de voir les grandes marques de la distribution comme Carrefour ou Wal-Mart s'implanter sur son territoire. Ce qu'ont vivement regretté les investisseurs. Pour relancer l'économie, le gouvernement compte en tout cas stimuler la demande intérieure. Mais sans doute également devra-t-il montrer plus d'efficacité dans la régulation des difficultés de son économie.

Commentaire.

Quand du jour au lendemain les prix de certains produits augmentent de 30 à 50% sans raison apparente, dans tous les autres cas sur un an, et que ce mouvement s'accélère, vous voyez votre niveau de vie diminuer à vue d'oeil, vous reportez ou annulez certains achats, vous faites davantage attention à votre budget, vous ne pouvez plus économiser comme avant, vous ne comprenez pas ce qui se passe, ce n'est pas encore la panique mais vous lever le pied sur toutes vos dépenses...

Un article du figaro.fr du 21 décembre

Pourquoi les banques ont emprunté 489 milliards à la BCE. (22.12)

Les trois motifs qui ont poussé les banques à se ruier ce mercredi matin sur l'opération inédite de prêts à 3 ans que leur proposait la Banque centrale européenne.

La BCE a eu un succès inespéré ce mercredi matin. Pour soulager les tensions aiguës auxquelles les banques de la zone euro sont confrontées avec la crise des dettes souveraines, la Banque centrale européenne avait décidé le 8 décembre dernier de leur offrir -pour la première fois de son histoire- des lignes de crédits sur trois ans, en quantité illimitée et au taux de 1%. De l'argent quasi gratuit sur lequel 523 banques se sont précipitées puisqu'elles ont sollicité quelque 489 milliards d'euros auprès de l'institut de Francfort. Cet engouement tient essentiellement à trois facteurs.

1- Les échéances financières des banques

Pour financer leurs activités, les banques ont besoin d'emprunter sur les marchés. Mais la crise de la zone euro a rendu frileux les grands investisseurs internationaux. Résultat, en 2011, les établissements de petite ou moyenne taille de la zone euro n'ont couvert que 69% de leurs besoins avec leurs appels au marché. Pour 2012, la situation s'annonçait critique: le secteur doit faire face à 230 milliards d'euros de remboursements d'obligations au seul premier trimestre.

En empruntant massivement à la BCE, les banques se prémunissent donc contre une éventuelle crise de liquidité en s'assurant que leurs besoins sont d'ores et déjà couverts. Pour celles qui auraient tout de même raté le coche de l'opération de ce matin, une seconde session aura lieu fin février.

2- De gros profits à la clef

Emprunter à 1% auprès de la BCE peut être une opération extrêmement profitable si cet argent est réinvesti en emprunts d'État espagnols ou italiens par exemple, qui affichent des taux d'intérêts de 5%, voire 7%. Ce «carry trade» potentiellement lucratif est cependant aussi très risqué. Il repose sur le pari que les États concernés ne feront pas défaut. Il suppose aussi de s'exposer à la défiance du marché qui exige des banques qu'elles s'allègent de leurs portefeuilles de dettes souveraines, et non qu'elles les renforcent.

3- Des besoins d'actifs

La crise de la zone euro est en train de provoquer un gel, silencieux mais potentiellement très grave, des bilans des banques. La BCE a reconnu la semaine dernière que le secteur commençait à souffrir d'une «pénurie de collatéral». De quoi s'agit-il? Dans des marchés excessivement nerveux, les banques qui veulent emprunter doivent de plus en plus fournir des gages à leurs créanciers, sous forme d'actifs appelés «collatéraux». Il est quasiment devenu impossible d'émettre de la dette non sécurisée. Les emprunts, quelle que soit leur forme, auprès de la BCE doivent aussi être gagés. Mais ce stock d'actifs disponible fond comme neige au soleil, parce que sa valeur de marché a diminué ou que les prêteurs ou intermédiaires lui applique des décotes beaucoup plus fortes que par le passé.

Certaines banques doivent donc reconstituer d'urgence leurs stocks de collatéraux. Celles-là auront donc emprunté massivement à la BCE pour acheter des titres d'État qui seront toujours acceptés au guichet de Francfort. Dès ce mercredi matin, on soupçonne donc les banques d'Europe du Sud de s'être ruées sur l'opération proposée par la BCE. Un signe non pas d'appétit, mais de faiblesse. Ce qui explique peut-être que sur les marchés obligataires, les tensions demeurent comme le prouve l'augmentation de l'écart de rendement entre les titres espagnols et italiens par rapport à l'Allemagne.

Complément de Reuters

Pour certaines banques, cela implique que leur refinancement pourrait être inférieur de plus de trois points à ce qui est pratiqué sur le marché. Elles pourront refinancer à trois ans des fonds empruntés il y a peu à la BCE et rembourser après tout juste une année si elles le souhaitent.

Outre des conditions très avantageuses, le fait que le secteur bancaire soit plus que jamais dépendant des financements de la BCE explique que la demande ait été aussi forte. La BCE s'inquiétait d'ailleurs de cette dépendance dans son rapport sur la Stabilité financière publié lundi.

Les banques françaises ont quasiment quadruplé leurs refinancements auprès de la BCE depuis juin, à 150 milliards d'euros, tandis que les banques italiennes et espagnoles ont pris chacune plus de 100 milliards d'euros.

Le président de la BCE n'a eu de cesse d'exhorter les banques à recourir à ce financement ultra-long depuis son annonce au début du mois. Il a estimé lundi qu'il existait un risque de "credit crunch" et jugé que les pressions sur le marché obligataire de la zone euro pourraient atteindre un niveau sans précédent au début 2012.

Les banques s'étaient préparées pour réserver le meilleur accueil à l'opération la plus longue de la BCE. Elles ont refinancé 45,7 milliards d'euros de prêts à un an de la BCE. Elles ont également ramené de 140 milliards d'euros à 30 milliards d'euros leurs refinancements à trois mois et réduit de près de moitié la prise de fonds à une semaine cette semaine.

Commentaire : La fuite en avant, des "*lignes de crédit en quantité illimitée et au taux de 1%*", un crédit quasiment "*gratuit*" qui va leur rapporter entre 5 et 7%, 15 ou 20% à court terme avec les particuliers

Un article du figaro.fr du 26 décembre

L'internationalisation du yuan à marche forcée. (27.12)

La Chine et le Japon ont décidé d'utiliser le yuan pour leurs échanges commerciaux. Une première mondiale pour cette monnaie qui n'est pas convertible et dont Hongkong veut être la plaque tournante.

Le distributeur de billets, gris, trône à côté de la porte d'entrée de la gare du train express pour l'aéroport. Le sigle du yuan, la monnaie chinoise, un «Y» barré de deux traits horizontaux, y est peint en gros caractère, au-dessus de celui du dollar de Hongkong. Le renminbi - la «*monnaie du peuple*», nom officiel du yuan - n'est toujours pas convertible. C'est la Banque centrale de Pékin qui en fixe chaque jour le taux de référence dans la limite d'une variation qui ne dépasse pas 0,5%. Mais à Hongkong on retire tout aussi facilement des billets chinois que des billets hongkongais. Et les cartes de crédit chinoises sont acceptées dans pratiquement tous les magasins.

Des contrats libellés en yuans

C'est en janvier 2004, soit six ans et demi après la rétrocession de Hongkong à la Chine, que les transactions en yuan ont été autorisées sur le territoire pour faciliter le tourisme avec le continent. En juillet 2007, les premières émissions d'obligations ont vu le jour. Mais ce n'est qu'en juillet 2009 qu'un véritable accord légalisant les opérations commerciales en yuan a pu être passé entre Pékin et Hongkong.

Résultat, alors que la valeur des dépôts dans les banques de Hongkong ne dépassait pas 12,1 milliards de yuans (1,47 milliard d'euros) fin 2004, elle avait explosé à 609 milliards de yuans en août 2010. «*Le yuan arrive désormais en troisième position derrière le dollar américain et le dollar de Hongkong*», assure Dickson Ho, chef économiste adjoint au Hongkong Trade and Development Council. Et la valeur globale des contrats libellés en monnaie chinoise à Hongkong atteint aujourd'hui 1500 milliards de yuans (181,3 milliards d'euros).

L'an dernier, pour la première fois, des sociétés étrangères (McDonald's, Caterpillar, Air liquide, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement) ont émis leurs premières obligations en yuan. Et dimanche, nouvelle grande première, la Chine et le Japon sont convenus de multiplier les échanges commerciaux dans leurs monnaies respectives, le yuan et le yen, à la place du dollar. Tokyo va également acheter dès 2012 des obligations libellées en yuan.

Le centre de gravité glisse vers l'Asie

Hongkong, qui s'affirme plus que jamais comme le terrain d'essai de l'internationalisation de la monnaie chinoise, compte bien en profiter. Ces obligations «*Dim Sum*», comme on les appelle, en référence à la cuisine cantonaise, sont une aubaine pour le territoire. Toujours d'après Dickson Ho, leurs émissions ont été multipliées par cinq entre 2009 et les neuf premiers mois de 2011, à 85 milliards de yuans.

Depuis une dizaine d'années, et plus encore avec les crises aux États-Unis et en Europe, le centre de gravité de l'économie glisse vers l'Asie. Sa part dans le produit intérieur brut (PIB) mondial est passée de 20,6% en 2000 à 23,7% en 2009 -et de 3,7% à 7% pour la Chine-, quand il a reculé de 33,7% à 30,6% pour l'Europe et de 28,3% à 26,7% pour les États-Unis. En 2000, explique Simon Galpin, directeur général d'Invest Hongkong, pas plus de 15% des sociétés installées dans la Région administrative spéciale, le nom officiel de Hongkong, étaient chinoises. Dix ans plus tard, elles étaient 42% «*et leur valorisation est passée de 27 à 57% de la capitalisation boursière totale de Hongkong*».

À la Bourse, les nouvelles introductions effectuées en 2011, pour 175 milliards de dollars, l'ont été pour 29% d'entre elles par des sociétés du continent. «*La formule "un pays, deux systèmes" qui régit nos relations avec Pékin a permis de construire les passerelles pour faciliter la libre circulation de la monnaie chinoise*», résume Edmond Lau, directeur exécutif du département des autorités monétaires. Et c'est ce qui a permis à la Chine de multiplier les accords avec Macao, l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), la Russie, l'Australie, le Canada, et bientôt Singapour.

Un mouvement irréversible

Li Si Min, la vice-présidente de la Banque populaire de Chine à Canton, filiale de la Banque centrale, pousse les entrepreneurs chinois à utiliser le yuan à l'étranger, et pas seulement les grands. «*Nous voulons travailler avec les petites et moyennes entreprises*», affirme-t-elle. C'est aussi ce que souhaite son homologue de la Banque de Chine à Hongkong, banque privée cette fois-ci, Hattie Wang Haixia, pour qui le territoire est «*un très bon marché pour investir*».

Paul Yang, directeur exécutif de BNP Paribas à Hongkong, reconnaît volontiers que le mouvement est irréversible et qu'aujourd'hui une «société qui veut financer des opérations en Chine a intérêt à avoir des yuans». Le phénomène est identique pour les groupes chinois qui investissent à l'étranger.

«*Toutes ces opérations rendent progressivement l'environnement de la monnaie chinoise plus mature et plus opérationnel*», poursuit-il, bien qu'il pense que la pleine convertibilité du yuan prendra encore dix ans.

Un article des Echos du 28 décembre

Désindustrialisation : près de 900 usines françaises ont été fermées en trois ans. (28.12)

La crise de 2008-2009 a violemment accéléré la désindustrialisation de la France. Près de 900 sites industriels ont fermé leurs portes en trois ans, selon les chiffres de Trendeo pour « Les Echos ». Et le nombre d'emplois supprimés remonte nettement depuis quelques mois.

Dans l'Aude, c'était le projet industriel phare. Georges Frêche, l'ancien président de la région Languedoc-Roussillon, s'était battu pendant des années pour que l'investissement se concrétise. En mars encore, l'affaire semblait en passe d'aboutir. Mais la raffinerie d'huile de palme envisagée à Port-la-Nouvelle, près de Narbonne, est aujourd'hui dans les limbes. Sime Darby, le producteur malaisien qui devait injecter 200 millions d'euros, a tout gelé pour au moins un an. Il l'a annoncé aux responsables régionaux peu avant Noël. Il faut dire que l'huile de palme est un produit de plus en plus contesté à cause de la déforestation qu'entraîne son essor et certains grands clients de l'agroalimentaire s'en détournent. Sur place, les écologistes étaient montés au créneau. Tant pis pour les 50 à 200 emplois qui auraient pu être créés...

L'histoire de cette raffinerie fantôme offre un saisissant résumé de la situation de l'industrie en France. Elle n'a pas disparu. Il y a toujours des projets, et nombre d'entre eux se concrétisent, heureusement. Mais ils sont de plus en plus rares, incertains. Et ils ne compensent pas, loin de là, les fermetures d'usines et les réductions d'effectifs dans les sites existants. C'est ce que montrent les données collectées par l'observatoire de l'investissement Trendeo pour « Les Echos ».

Le délitement du tissu industriel français a commencé il y a longtemps. « *L'industrie manufacturière française a commencé à détruire des emplois dès le premier choc pétrolier de 1973* », rappellent Patrick Artus et Marie-Paule Virard dans « *La France sans ses usines* » (Fayard, 2011). Mais la crise de 2008-2009 a violemment accéléré le mouvement. Depuis trois ans, quelque 880 annonces portant sur la fermeture d'un site industriel ont été enregistrées par Trendeo, dont environ 400 en 2009, l'« *année terrible* » et encore près de 200 en 2011. Au-delà de quelques grands chocs très médiatisés, comme chez ArcelorMittal à Gandrange ou chez Molex à Villemur-sur-Tarn, il y a surtout eu une nuée d'affaires bien plus discrètes. A l'image de l'arrêt de l'usine de boîtes de conserve Crown Emballage de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), qui vient d'être annoncé pour 2012 aux 40 salariés concernés.

Pendant ces trois mêmes années, seules 494 créations de sites ont été recensées. Bilan : la France compte environ 385 usines de moins aujourd'hui qu'au début de 2009. La mutation du dispositif industriel ne se lit pas seulement dans les ouvertures et fermetures d'usines. En trois ans, Trendeo a aussi repéré 870 décisions d'extensions de sites industriels tricolores. Mais, là encore, ces bonnes nouvelles ne contrebalancent pas les 1.170 annonces de réduction des effectifs enregistrées dans le même temps. Saignée dans l'automobile

Au final, entre les postes créés et ceux supprimés, près de 100.000 emplois industriels ont été perdus en France ces trois dernières années, indique Trendeo. Un décrochage qui rappelle la période de 1978 à 1985 et ses cataclysmes industriels comme Creusot-Loire ou Manufrance. « *Alors que, dès 2010, l'économie française prise globalement a recommencé à créer des emplois, l'industrie continue d'en supprimer* », souligne David Cousquer, le gérant de l'observatoire. Le secteur aéronautique, entraîné par Airbus, l'agroalimentaire et le luxe sont certes restés créateurs nets d'emplois. Mais cela n'a pas suffi du tout à compenser les saignées qui ont frappé l'automobile (près de 30.000 postes rayés de la carte en trois ans), la pharmacie, la high-tech, la chimie ou encore la métallurgie. En cause, notamment : des coûts salariaux trop élevés, des produits milieu de gamme qui peinent à s'exporter et une innovation insuffisante. Malgré des coûts équivalents, l'industrie allemande s'en sort bien mieux.

L'année 2012 s'annonce difficile. La reprise des projets, des embauches, etc., constatée à partir de l'été 2010 s'est interrompue depuis plusieurs mois déjà. Légèrement créatrice d'emplois pendant deux trimestres, l'industrie a recommencé à en détruire depuis cet été et la crise des dettes publiques. Le phénomène s'amplifie actuellement, « *du fait à la fois d'une baisse du nombre d'emplois créés et d'une légère reprise des suppressions d'emplois* », note Trendeo. Le plan présenté par PSA pour réduire son effectif de plusieurs milliers de personnes en annonce sans doute d'autres.

Un article du point.fr du 28 décembre

Quand les milliards de la BCE reviennent directement... à la BCE. (29.12)

Que font les banques européennes des 489 milliards d'euros que la Banque centrale européenne leur a prêtés sur trois ans le 21 décembre ? Elles les mettent en réserve chez leur banquier, c'est-à-dire la BCE ! Les dépôts qu'elles font chaque jour au guichet de Mario Draghi ont explosé mardi pour atteindre 441 milliards d'euros, et même 452 milliards mercredi, du jamais-vu dans la zone euro. Le précédent record datait de juin 2010, lorsque les banques étaient allées parquer 384 milliards d'euros à la Banque centrale européenne.

C'est comme si les injections massives de liquidité de la BCE n'avaient servi à rien. L'argent coule à flots, mais reste bloqué dans les tuyaux, alors que la Banque centrale européenne espérait justement éviter un effondrement du crédit dans les mois à venir, et réinsuffler de la confiance dans le système financier européen.

Trop tôt pour conclure

Pourquoi les 523 banques européennes, qui ont emprunté de l'argent sur trois ans à 1 % auprès de leur banquier, le ramènent-elles illico sur leur compte rémunéré à seulement 0,25 % ? Tout simplement parce qu'elles ont encore peur de se prêter entre elles. Quand tout va bien, les établissements privés s'échangent des liquidités à différentes échéances, moyennant un taux d'intérêt. Mais l'incertitude sur leur solidité est actuellement telle que les banques préfèrent conserver leur argent à la BCE plutôt que de se prêter, une opération pourtant bien plus rémunératrice, surtout en ce moment... Les banques européennes restent aussi prudentes, car elles doivent rembourser, en 2012, 600 milliards de dette, dont 230 milliards rien qu'au premier trimestre...

Mais tout n'est pas encore perdu. Car il ne s'agit que de dépôts au jour le jour (24 heures). Pour Michael Schubert, économiste de Commerzbank, cité par l'Agence France-Presse, il s'agit d'une sorte de "*solution d'attente*" pour les banques. Il est donc sans doute encore trop tôt pour juger du succès de l'opération exceptionnelle de la BCE qui n'a pas l'habitude de prêter aux institutions financières privées à une si longue échéance et à un taux d'intérêt si bas.

Test jeudi

L'institution de Francfort espère encore que son geste pour restaurer la confiance dans le système bancaire européen va porter ses fruits, notamment en permettant aux établissements privés de racheter de nouveau de la dette d'État délaissée par les investisseurs, ce qu'elle se refuse à faire elle-même de peur de favoriser l'inflation et le laxisme budgétaire des États. D'autant que les traités lui interdisent de le faire directement. Pour l'heure, les banques craignent encore que la faillite d'un État n'entraîne leurs concurrentes dans l'abîme.

Le succès d'une émission de dette à six mois par l'Italie, qui a vu les taux d'intérêt réclamés par les investisseurs fortement baisser, suggère toutefois que la situation peut s'améliorer. Certaines banques pourraient avoir recommencé à investir sur les titres italiens, fortement rémunérateurs, malgré le risque qu'ils présentent. Une nouvelle émission italienne jeudi, à 9 et 10 ans, devrait permettre d'y voir plus clair.

Commentaire.

Ce n'est qu'une partie de l'explication, en effet les banquiers attendent sans doute le prochain coup tordu des agences de notation qui fera remonter les taux d'intérêt des obligations d'Etat pour en acheter.